

Ozone-depleting Substances Regulations, 1998

Statutory Authority

Canadian Environmental Protection Act

Sponsoring Department

Department of the Environment

REGULATORY IMPACT ANALYSIS STATEMENT

Description

Recognizing that chlorofluorocarbons (CFCs) and halons deplete the ozone layer and have adverse effects on the environment, Canada, along with 23 other nations, signed the *Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer* on September 16, 1987. This treaty is designed to prevent a global environmental and health problem from reaching the crisis stage.

The Montreal Protocol has been periodically revised to accelerate the phase-out dates of ozone-depleting substances (ODS) and add new substances considered damaging to the ozone layer. Parties to the Protocol, now totalling 165, have implemented control measures to achieve emission reductions of ODSs. These reductions are intended to prevent damages resulting from gradual destruction of the ozone layer and thus contribute to protecting the environment, health and human life. The reduction of ODS emissions will reduce the number of fatal and non fatal skin cancer cases as well as the number of cataract cases. In addition, such a reduction will contribute to preventing the weakening of the immune system, damages to fisheries, agriculture and material (buildings and equipment) as well as damages resulting from climate change consequences. Finally, a reduction of ODS emissions will contribute to improving the environment and the associated bequest value. The latter is defined in the section addressing the benefits and costs.

Since 1987, Canada has adopted adequate regulations to meet its Montreal Protocol commitments. The *Ozone-depleting Substances Regulations* (ODS Regulations) control the import, manufacture, use, sale and export of ODSs. They require gradual reductions of the production and import of these substances, as shown in the following phase-out schedule:

CFCs:	— 100 percent elimination beginning January 1, 1996 ¹
Halons:	— 100 percent elimination beginning January 1, 1994 ¹
Carbon Tetrachloride:	— 100 percent elimination beginning January 1, 1995 ¹

¹ The Parties to the Montreal Protocol have agreed to grant, following elimination, possible exemptions for "essential uses", which are to be identified at the international level on the basis of essential-use criteria adopted by the Parties. Canada will consider these exemptions on a case-by-case basis.

Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (1998)

Fondement législatif

Loi canadienne sur la protection de l'environnement

Ministère responsable

Ministère de l'Environnement

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION

Description

Reconnaissant que les chlorofluorocarbures (CFC) et les halons appauvrissent la couche d'ozone et nuisent à l'environnement, le Canada, avec 23 autres pays, a signé, le 16 septembre 1987, le *Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone* (SACO). Ce traité a pour objectif d'éviter qu'un problème mondial d'environnement et de santé n'atteigne un point critique.

Le Protocole de Montréal a été révisé périodiquement pour accélérer le calendrier d'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et pour ajouter de nouvelles substances jugées dangereuses pour la couche d'ozone. Les signataires du Protocole qui totalisent maintenant 165, ont mis en place des mesures de contrôle afin de réduire les émissions des SACO. Ces réductions visent à prévenir les dommages d'une destruction graduelle de la couche d'ozone et contribuera donc à protéger l'environnement, la santé et la vie humaines. La réduction des émissions de SACO réduira le nombre de cas de cancer de la peau qui sont fatals et non fatals de même que le nombre de cas de cataractes. De plus, une telle réduction contribuera à prévenir l'affaiblissement du système immunitaire, les dommages aux pêches, à l'agriculture et au matériel (édifices et équipement) de même que les dommages reliés aux conséquences du changement climatique. Enfin, une réduction des émissions des SACO contribuera à améliorer l'environnement et la valeur de legs qui y est associée. Cette dernière valeur est définie à la section des avantages et des coûts.

Depuis 1987, le Canada a adopté des règlements adéquats afin de rencontrer ses engagements dans le cadre du Protocole de Montréal. Le *Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone* (Règlement sur les SACO) contrôle l'importation, la production, l'utilisation, la vente et l'exportation des SACO. Ce règlement exige des réductions graduelles de la production et de l'importation de ces substances telles qu'elles sont montrées dans le calendrier d'élimination qui suit :

CFC	— élimination à 100 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 1996 ¹
Halons	— élimination à 100 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 1994 ¹
Tétrachlorure de carbone	— élimination à 100 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 1995 ¹

¹ Les pays signataires du Protocole de Montréal se sont entendus pour accorder, après élimination, des exemptions possibles pour les utilisations essentielles. Ces utilisations seront déterminées au niveau international d'après les critères d'utilisations essentielles adoptés par les pays signataires. Le Canada considérera ces exemptions cas par cas.

Methyl Chloroform:	— 100 percent elimination beginning January 1, 1996 ¹	Méthylchloroforme	— élimination à 100 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 1996 ¹
HBFCs:	— 100 percent elimination beginning January 1, 1996 ¹	HBFC	— élimination à 100 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 1996 ¹
Methyl Bromide:	— Freeze at base level beginning January 1, 1995 — 25 percent reduction beginning January 1, 1998	Bromure de méthyle	— Gel au niveau de base commençant le 1 ^{er} janvier 1995 — réduction de 25 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 1998
HCFCs:	— Freeze at base level beginning January 1, 1996 — 35 percent reduction beginning January 1, 2004 — 65 percent reduction beginning January 1, 2010 — 90 percent reduction beginning January 1, 2015 — 100 percent elimination beginning January 1, 2020 ²	HCFC	— Gel au niveau de base commençant le 1 ^{er} janvier 1996 — réduction de 35 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 2004 — réduction de 65 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 2010 — réduction de 90 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 2015 — élimination à 100 p. 100 commençant le 1 ^{er} janvier 2020 ²

As well, the ODS Regulations prohibit the use or sale of controlled substances that would have been illegally imported or manufactured after the phase-out date. They also require that permits be obtained to import or export used, recovered, recycled, and reclaimed ozone-depleting substances.

A second regulation, the *Ozone-depleting Substances Products Regulations* (ODSP Regulations), controls the use of ODSs in specific products.

Since the proposed requirements listed below will affect ODSs used in industrial operations as well as the manufacture of products containing ODSs, it has been decided to merge the two existing regulations to simplify their compliance requirements as well as their enforcement. As previously stated, these two regulations are the *Ozone-depleting Substances Regulations*, covering ozone depleting substances and the *Ozone-depleting Substances Products Regulations*, covering products containing ODSs.

The proposed requirements are intended to further reduce ODS emissions. These requirements are as follows:

Requirements to further reduce HCFC emissions

1. Ban HCFCs in uses where alternatives exist
2. Limit HCFC uses to the replacement of ODSs
3. Implement an HCFC reduction schedule similar to the United States⁷

HCFCs, which have ozone-depleting potentials (ODP) 10 to 50 times lower than CFCs, are being used as transitional substances, but only until substitutes with no ozone depleting potential become available.

De même, le Règlement sur les SACO interdit l'utilisation ou la vente de substances contrôlées qui auraient été illégalement importées or manufacturées après l'échéancier d'élimination. Ce règlement exige également l'obtention de permis pour importer ou exporter des SACO déjà utilisées, récupérées, recyclées et régénérées.

Un deuxième règlement intitulé le *Règlement sur les produits contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone* (Règlement sur les PSACO) contrôle l'utilisation des SACO dans des produits spécifiques.

Parce que les mesures proposées qui sont listées ci-après auront un impact sur l'utilisation des SACO dans les exploitations industrielles ainsi que dans la fabrication de produits contenant des SACO, il a été décidé de fusionner les deux règlements existants afin d'en simplifier la mise en application et l'inspection. Tel qu'ils sont mentionnés précédemment, ces règlements sont : le *Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone*, couvrant les substances et le *Règlement sur les produits contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone*, couvrant les produits contenant des SACO.

Les mesures proposées visent à réduire davantage les émissions de SACO. Ces mesures sont comme suit :

Mesures pour réduire davantage les émissions des HCFC

1. Éliminer les HCFC dans les utilisations pour lesquelles des produits substitués existent
2. Limiter l'utilisation des HCFC aux produits de substitution des SACO
3. Mettre en place un calendrier de réduction des HCFC similaire à celui des États-Unis

Les HCFC, qui ont un potentiel d'appauvrissant de la couche d'ozone (PACO) de 10 à 50 fois inférieur à celui des CFC, sont utilisés comme substances intermédiaires et ce, seulement jusqu'à ce que des produits de substitution n'ayant aucun PACO soient trouvés.

¹ The Parties to the Montreal Protocol have agreed to grant, following elimination, possible exemptions for "essential uses", which are to be identified at the international level on the basis of essential-use criteria adopted by the Parties. Canada will consider these exemptions on a case-by-case basis.

² Under the Montreal Protocol, up to 0.5 percent of the consumption for service of refrigeration and air-conditioning equipment is allowed only until 2030.

¹ Les pays signataires du Protocole de Montréal se sont entendus pour accorder, après élimination, des exemptions possibles pour les utilisations essentielles. Ces utilisations seront déterminées au niveau international d'après les critères d'utilisations essentielles adoptés par les pays signataires. Le Canada considérera ces exemptions cas par cas.

² En vertu du Protocole de Montréal, jusqu'à 0,5 p. 100 de la consommation desservant les équipements de réfrigération et d'air climatisé est permise seulement jusqu'en 2030.

The first two requirements are intended to implement principles agreed to by the Parties to the Montreal Protocol at their meeting in Copenhagen in 1992. Their intent is to reduce the use of HCFCs in products and applications for which substitutes to HCFCs are available, mainly in the aerosol, non-insulating foam and solvent sectors. They will also ensure that no new applications of HCFCs are developed, except in rare cases for the protection of human life or human health.

The third requirement is intended to implement additional commitments made by the Canadian government to implement further controls on ODSs with the objective of maximizing the recovery of the ozone layer. This requirement will accelerate the phase-out of dispersive uses of HCFCs and the phase-out of HCFCs that have the highest ozone-depleting potential. Because Canada and the United States (U.S.A.) are an integrated market, adopting a Canadian reduction schedule similar to that of the U.S.A. will create a level playing field for the industry. It will minimize trade concerns and associated expenditures.

Requirements to further reduce emissions of other ODSs

4. Require permits to export products containing CFCs, methyl chloroform, halons and carbon tetrachloride to developing countries

This requirement flows out of the recommendation of the 1995 meeting of the Parties in Vienna. At this meeting, the Parties agreed that measures should be adopted to monitor and control the export of equipment containing ODSs that have become obsolete in developed countries. The intent of this requirement is to meet the concerns of developing countries that benefit from a longer schedule to phase out these substances but do not wish to increase their reliance on substances that they will have to phase out eventually. Used refrigeration or air conditioning equipment using CFCs as refrigerant as well as halon fire extinguishers/systems provide examples of equipment that might be exported to developing countries.

5. Ban the import of products containing CFCs, halons, methyl chloroform and carbon tetrachloride

This requirement is also intended to implement additional commitments made by the Canadian government to further reduce ODS emissions. In Canada, regulatory requirements have prohibited the supply (production plus import) of these substances and thus the manufacture of products containing these substances was also halted. However, developing countries can continue to manufacture CFCs, halons and carbon tetrachloride until 2010, and methyl chloroform until 2015, and could export products containing these substances to Canada. The intent of this requirement is to eliminate that possibility.

These Regulations will come into effect at the date of their registration by the Clerk of the Privy Council.

Alternatives

No other alternatives to amending the existing regulations have been judged appropriate to ensure that the commitments made by the Canadian government under the Montreal Protocol will be met. Existing regulations control ODSs as substances and products containing ODSs. Other measures such as voluntary

Les deux premières mesures visent la mise en application des ententes consenties par les pays signataires du Protocole de Montréal lors de leur rencontre tenue à Copenhague en 1992. L'intention est de réduire l'utilisation des HCFC dans les produits et les applications pour lesquels des substituts aux HCFC sont disponibles, principalement dans les secteurs des aérosols, des mousses non isolantes et des solvants. Ces mesures assurent également qu'aucune nouvelle application utilisant des HCFC soit développée, sauf pour les cas très limités reliés à la protection de la santé et la vie humaines.

La troisième mesure vise la mise en application d'engagements additionnels endossés par le gouvernement canadien afin de mettre en place des contrôles supplémentaires ayant pour objectif de maximiser le recouvrement de la couche d'ozone. Cette mesure accélérera l'élimination des utilisations dispersives des HCFC et l'élimination des HCFC ayant le potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone le plus élevé. En raison de l'intégration des marchés canadiens et américains, l'adoption au Canada d'un calendrier de réduction similaire à celui des États-Unis créera une uniformité au niveau des contraintes environnementales pour les industries touchées. Ceci minimisera les problèmes commerciaux et les dépenses qui y sont associées.

Mesures pour réduire davantage les émissions des autres SACO

4. Exiger un permis pour exporter des produits contenant des CFC, du méthylchloroforme, des halons et du tétrachlorure de carbone vers les pays en voie de développement

Cette mesure est tirée des recommandations de la rencontre des Parties tenue à Vienne en 1995. À cette rencontre, les Parties se sont entendues sur des mesures devant être adoptées pour mesurer et contrôler les exportations d'équipements contenant des SACO qui sont éliminés par les pays développés. L'intention de cette mesure est de répondre aux préoccupations des représentants des pays en voie de développement qui bénéficient d'un échéancier plus long pour éliminer ces substances et qui ne veulent pas augmenter leur consommation de SACO qu'ils auront à éliminer éventuellement. Des exemples de ces équipements sont les réfrigérateurs et les climatiseurs d'occasion utilisant des CFC comme substance réfrigérante ainsi que des systèmes d'extinction de feu utilisant des halons qui pourraient être exportés aux pays en développement.

5. Éliminer l'importation de produits contenant des CFC, des halons, du méthylchloroforme et du tétrachlorure de carbone

Cette mesure vise à mettre en place les engagements additionnels du gouvernement canadien visant à réduire davantage les émissions de SACO. Au Canada, on a procédé par voie réglementaire à une élimination de l'approvisionnement (production plus importation) de ces substances. Par conséquent, la production de produits contenant ces substances a également été arrêtée. Toutefois, étant donné que les pays en voie de développement peuvent continuer de produire des CFC, des halons et du tétrachlorure de carbone jusqu'en 2010 et du méthylchloroforme jusqu'en 2015, ils pourraient exporter des produits contenant ces substances au Canada. L'intention de cette exigence est d'éliminer cette possibilité.

Le Règlement entrera en vigueur à la date de son enregistrement par le greffier du Conseil privé.

Solutions envisagées

Mise à part les modifications aux règlements existants, aucune autre solution de rechange n'a été jugée appropriée pour assurer que les engagements pris par le gouvernement canadien en vertu du Protocole de Montréal soient réalisés. Les règlements existants sont reliés aux contrôles des SACO et des produits contenant des

approches would not ensure that the expected emission reduction would be met as required by the Montreal Protocol.

Benefits and Costs

This section will analyze the benefits and the costs resulting from the implementation of the amendments to these regulations. It should be noted that for each initiative, an assessment of the present value of the costs and the benefits has been performed. The present value is defined as the sum of money that is required today to cover future expenses given a 7.5 percent discount rate. The net present value is the present value of benefits minus the present value of costs.

Benefits

Three categories of benefits have been quantified:

1. The benefits of reduced operating costs to the private sector resulting from avoided costs related to recycling and destroying ozone depleting substances.
2. The benefits of reduced health care costs and the number of deaths. These benefits are defined as the monetary value associated with the avoided health care costs resulting from a reduction in the number of cases of cataract and non-fatal skin cancers. For the reduction of the number of morbidity cases (skin cancer), the benefits have been assessed by using a value of seven million dollars for each avoided death.
3. Benefits of reduced damages to fisheries, agriculture and material (buildings and equipment) have also been quantified. To assess these, results from a study conducted by Applied Research Consultants have been used. This study established that for each dollar in health-related benefits, there are additional benefits of \$0.76 in fisheries, \$1.19 in agriculture and \$0.20 for materials.

There are other benefits that have not been quantified. These benefits are related to a reduction in damages to the immune system, as well as a reduction in climate change impacts. Finally, the last benefit that has not been quantified is related to the bequest value resulting from environmental improvement. The bequest value is defined as the monetary value the current population is willing to pay to ensure that future generations will benefit from an environment that is either as good as now or better.

Since ODSs have various ozone-depleting potential (ODP), benefit assessment has been standardized and is expressed in dollars per tonne of ODP.

1. Ban HCFCs in uses where alternatives exist

This measure will affect three sectors: non-insulating foams, aerosols and solvents. HCFCs will no longer be used in these sectors, resulting in an emission reduction of HCFCs. The benefits resulting from such a ban are quantified by assessing the reduction of health care costs (number of cases of cataracts and health care costs associated with non-fatal skin cancer) and the number of morbidity cases (fatal skin cancer). A reduction in damages to fisheries, agriculture and material has also been quantified. It has been estimated that these benefits will amount to \$14,660 per year for each tonne of ODP that will be prevented from being emitted. Evaluated from 1999 to 2003 and using 7.5 percent as discount rate, the corresponding present value will total \$1,907,808 (1997 \$).

SACO. D'autres mesures telles que des approches volontaires n'assureraient pas que les objectifs prévus en terme de réduction des émissions de SACO soient atteints tels qu'ils sont requis par le Protocole de Montréal.

Avantages et coûts

Cette section analysera les bénéfices et les coûts qui seront encourus suite à la mise en place des modifications au Règlement. Il faut noter que pour chacune des initiatives, une évaluation de la valeur actuelle a été effectuée. La valeur actuelle est définie comme la somme monétaire nécessaire aujourd'hui pour couvrir les dépenses futures en utilisant un taux de rendement de 7,5 p. 100. La valeur actuelle nette est la valeur actuelle des bénéfices moins la valeur actuelle des coûts.

Bénéfices

Trois catégories de bénéfices ont été évalués :

1. Les bénéfices reliés à la réduction des frais d'exploitation du secteur privé en raison de coûts évités relativement à la destruction et à la réutilisation des SACO.
2. Les bénéfices reliés à une réduction des coûts de soin de santé et du nombre de cas de mortalité. Ces bénéfices sont évalués en quantifiant les coûts de soin de santé qui seront évités suite à une réduction du nombre de cas de cataractes et de cancer de la peau qui ne sont pas fatals. Pour la réduction du nombre de cas de mortalité (cas fatals de cancer de la peau), les bénéfices sont évalués en utilisant la valeur monétaire de 7 000 000 \$ pour chaque décès évité.
3. Les bénéfices reliés à une réduction des dommages aux pêches, à l'agriculture et au matériel (édifices et équipements) ont aussi été évalués. Pour quantifier ces derniers, les résultats d'une étude faite par la société Applied Research Consultant ont été utilisés. Cette étude a établi que pour chaque dollar en bénéfice relié à la santé, il y a 0,76 \$ en bénéfice additionnel pour les pêches, 1,19 \$ en bénéfice additionnel pour l'agriculture et 0,20 \$ en bénéfice additionnel pour le matériel.

Il y a d'autres bénéfices qui n'ont pas été quantifiés. Ces bénéfices sont reliés à la réduction des dommages au système immunitaire de même qu'une réduction des impacts du changement climatique. Finalement, les derniers bénéfices qui n'ont pas été évalués sont reliés à la valeur de legs pour les générations futures résultant d'améliorations environnementales. La valeur de legs est définie comme étant la valeur monétaire que la population présente est prête à payer pour assurer que les générations futures bénéficient d'un environnement qui est aussi sain ou plus sain que présentement.

Étant donné que les substances appauvrissant la couche d'ozone ont un potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone (PACO) différent, l'évaluation des bénéfices a été uniformisée et est exprimée en dollars par tonne exprimée en PACO.

1. Éliminer les HCFC dans les utilisations pour lesquelles des produits substitués existent

Cette mesure touchera trois secteurs : les mousses non isolantes, les aérosols, et les solvants. L'élimination des HCFC par ces secteurs occasionnera une réduction des émissions de ces substances. Les bénéfices d'une telle élimination sont quantifiés en évaluant la réduction des coûts des soins de santé (le nombre de cas de cataractes et de cas non fatals de cancer de la peau) et le nombre de cas de mortalité (cas fatals de cancer de la peau). Une réduction des dommages reliés aux pêcheries, à l'agriculture et au matériel a également été quantifiée. On a estimé que ces bénéfices s'élèveront annuellement à 14 660 \$ par tonne de PACO qui ne sera pas émise. La valeur actuelle de ces bénéfices, actualisée de 1999 à 2003 et utilisant 7,5 p. 100 comme taux d'actualisation,

Table 1 provides a summary of annual benefits and the present value of these benefits that will result from implementing such a control.

Table 1: Annual benefits and present value of benefits of a ban of HCFCs in uses where alternatives exist

Affected Sector	Annual Benefits (1997 \$)	Present Value of Benefits 1999 to 2003; 7.5% (1997 \$)
Non-insulating foams	193,513	602,920
Aerosols	322,522	652,444
Solvents	322,522	652,444
TOTAL	838,588	1,907,808

2. Limit HCFC uses to the replacement of ODSs

After consultation with affected industries, it appears that present, HCFC uses are limited to the replacement of ODSs. Even though HCFCs are not likely to have new uses between now and 2020, it would be possible that without this measure, the private sector could invest to find other HCFC uses than to replace ODSs. The benefits are thus all avoided costs. These benefits are as follows:

- Research and development (R&D) expenses to find new HCFC uses (other than ODS replacements) will be avoided as well as expenditures to apply these new uses in industrial processes.
- Since HCFCs contribute to depleting the ozone layer, the Montreal Protocol will require that the use of HCFCs in these new applications be phased out. The compliance costs to the private sector (investment and operating costs) will be avoided as well as the enforcement costs to governments.

Not knowing which industrial sectors would use HCFCs other than to replace ODSs, it is not possible to estimate the quantity that would be consumed without these Regulations, as well as the associated benefits in terms of avoided expenditures mentioned above. It should also be mentioned that this restricted use would contribute to preventing damages to health and the environment. These damages are: fatal and non-fatal skin cancer cases, weakening of immune systems, cataract cases, damages to fisheries, agriculture, materials such as buildings and equipment as well as impacts from climate change and the bequest value for future generations.

3. Implement an HCFC reduction schedule similar to the U.S.A.'s

The American HCFC reduction schedule plans to accelerate the phase-out of HCFC-141b in 2003, HCFC-22 and HCFC-142b in 2010 and HCFC-124 in 2015.

To quantify the benefit related to this initiative, the reduction of emitted tonnes of HCFC (ODP) had to be assessed further to the implementation of the American reduction schedule in Canada. This reduction is assessed, for each year, by calculating the volume of HCFC Canada would not be able to consume. This can be calculated by adding the American reduction schedule of HCFC to the current Canadian system of transferable allowances.

This initiative will ensure that Canadian HCFC controls are consistent with those of the U.S.A., except for the substance HCFC-141b used as rigid foam blowing agent. This application

s'élèvera à 1 907 808 \$ (\$ de 1997). Le tableau 1 fournit un sommaire des bénéfices annuels et de la valeur actuelle des bénéfices qui seront générés grâce à la mise en place de cette mesure.

Tableau 1 : Bénéfices annuels et valeurs actuelles des bénéfices résultant d'une élimination des HCFC dans les utilisations pour lesquelles des produits substitués existent

Secteur touché	Bénéfices annuels (\$ de 1997)	Valeur actuelle des bénéfices 1999 à 2003; 7,5% (\$ de 1997)
Mousse non isolante	193 513	602 920
Aérosols	322 522	652 444
Solvants	322 522	652 444
Total	838 588	1 907 808

2. Limiter l'utilisation des HCFC aux produits de substitution des SACO

À la suite des consultations avec les firmes touchées, il apparaît que présentement, l'utilisation des HCFC est limitée à remplacer les CFC. Bien qu'aucune autre nouvelle utilisation d'ici l'an 2020 ne soit prévisible, il serait possible que sans cette mesure, le secteur privé investisse afin de trouver, pour les HCFC, des utilisations autres que pour remplacer les SACO. Les bénéfices sont donc tous des coûts évités. Les bénéfices sont comme suit :

- Les dépenses de recherche et développement (R-D) pour trouver de nouvelles utilisations aux HCFC (autres que pour remplacer les SACO) seront évitées de même que les dépenses reliées à l'application de ces nouvelles utilisations dans les opérations industrielles.
- Étant donné que les HCFC contribuent à l'appauvrissement de la couche d'ozone, le Protocole de Montréal exigera une élimination des HCFC dans ces nouvelles utilisations. Les coûts d'observation pour le secteur privé (investissements et frais d'exploitation) seront évités de même que les coûts d'application pour le gouvernement.

Ne sachant pas quel secteur industriel pourrait utiliser des HCFC pour des utilisations autres que pour remplacer des SACO, il est impossible d'évaluer le volume qui serait utilisé sans cette mesure, de même que les bénéfices reliés aux dépenses évitées qui sont mentionnées ci-dessus. Il faut aussi mentionner que cette restriction contribuera à la prévention des dommages à la santé et à l'environnement. Ces dommages sont les cas fatals et non fatals de cancer de la peau, un affaiblissement du système immunitaire, les cas de cataractes, les dommages pour les pêches, l'agriculture, le matériel (édifices et équipements) ainsi que les dommages reliés au changement climatique et les valeurs de legs pour les générations futures.

3. Mettre en place un calendrier de réduction des HCFC similaire à celui des États-Unis

Le calendrier américain de réduction des HCFC planifie l'élimination du HCFC-141b en 2003, du HCFC-22 et du HCFC-142b en 2010 et du HCFC-124 en 2015.

Pour obtenir les bénéfices reliés à cette mesure, il a fallu évaluer le volume de HCFC (exprimé en PACO) qui ne sera pas émis par des installations canadiennes à la suite de la mise en place du calendrier américain. Ce volume est obtenu en évaluant pour chaque année, le volume de HCFC que le Canada ne pourra utiliser si l'on ajoute au système existant d'allocations transférables, un calendrier de réduction des HCFC similaire à celui des États-Unis.

Cette initiative assurera que les mesures canadiennes sont uniformisées avec celles des États-Unis sauf en ce qui concerne la substance HCFC-141b, utilisée comme agent de gonflement des

will be phased out under a voluntary agreement in Canada. Consequently, this measure will not take into consideration benefits related to HCFC-141b.

There has been an integration of the North American market further to the implementation of the North American Free Trade Agreement (NAFTA). This integration resulted in that both countries use the same equipment requiring HCFC-22. Consequently, a reduction schedule similar to that of the U.S.A. will have no incremental impact for HCFC-22.

The implementation of this measure will prevent emissions of HCFC-142b and HCFC-124. This measure will thus contribute to reducing health care costs as well as fatal skin cancer cases; it will also reduce damages to fisheries, agriculture and material (buildings and equipment). The above-mentioned benefits are expected to total \$14,660 per year for each tonne of ODP that will not be emitted. The annual benefits for each substance are as follows:

- HCFC-142b: \$733,006 in 2010 and 2011;
- HCFC-124: \$60,106 in 2015 and an average of \$64,500 from 2016 to 2019;
- HCFC-22: no impacts are expected; consequently, benefits are zero.

The present value of these benefits, discounted from 1999 to 2019 and using a 7.5 percent discount rate, will total \$674,619 (1997 \$) as shown in Table 2. For reasons mentioned above, these benefits are underestimated since they do not consider the reduced damages to the human immune system, climate change and the bequest value.

Table 2: Present value of benefits resulting from the implementation of an HCFC reduction schedule similar to the U.S.A.'s

Affected Chemical Compounds	Present Value of Benefits (22 years, 7.5%) (1997 \$)
HCFC-142b	594,039
HCFC-124	80,580
HCFC-22	0
TOTAL	674,619

In addition to providing the above-mentioned benefits, Canadian environmental controls similar to American measures will require Canadian firms to further reduce their use of HCFCs as well as related products containing them. Such a measure will minimize trade concerns and associated expenditures.

4. Require permits to export products containing CFCs, methyl chloroform, halons and carbon tetrachloride to developing countries

Based on interviews with potential exporters, this control will not affect any exports; consequently, benefits are zero.

5. Ban the import of products containing CFCs, halons, methyl chloroform and carbon tetrachloride

There are no benefits from controlling carbon tetrachloride and methyl chloroform in imported products, since there will be no imports of such products.

For halons, recycled halons 1211 and 1301 are being used in new portable fire extinguishers and in new total-flooding systems.

mousses rigides. Cette application sera éliminée au Canada en utilisant une mesure volontaire. Donc, cette mesure ne tiendra pas compte des bénéfices reliés au HCFC-141b.

Il y a eu une intégration du marché nord-américain à la suite de la mise en place de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Cette intégration a fait que le Canada et les États-Unis utilisent les mêmes équipements nécessitant du HCFC-22. Un calendrier de réduction similaire à celui des États-Unis n'aura donc pas d'impact en ce qui concerne la substance HCFC-22.

La mise en place de cette mesure préviendra les émissions de HCFC-142b et de HCFC-124. Cette mesure contribuera donc à réduire les coûts de soins de santé et le nombre de cas fatals de cancer de la peau; cette mesure réduira également les dommages aux pêches, à l'agriculture et au matériel (édifices et équipements). Les bénéfices sont estimés à 14 660 \$ annuellement pour chaque tonne non émise exprimée en PACO. Les bénéfices annuels pour chacune des substances touchées sont comme suit :

- HCFC-142b : 733 006 \$ en 2010 et en 2011;
- HCFC-124 : 60 106 \$ en 2015 et une moyenne de 64 500 \$ de 2016 à 2019;
- HCFC-22 : aucun impact n'est prévu, donc les bénéfices sont nuls.

La valeur actuelle de ces bénéfices, actualisée de 1999 à 2019 et utilisant un taux d'actualisation de 7,5 p. 100, totalisera 674 619 \$ (\$ de 1997), comme on peut le voir au tableau 2. Pour les raisons mentionnées ci-dessus, ces bénéfices sont sous-estimés, étant donné qu'ils ne tiennent pas compte des dommages au système immunitaire, au changement climatique et à la valeur de legs pour les générations à venir.

Tableau 2 : Valeur actuelle des bénéfices résultant de la mise en place d'un calendrier de réduction des HCFC similaire à celui des États-Unis

Composés chimiques touchés	Valeur actuelle des bénéfices (22 ans et 7,5 %) (\$ de 1997)
HCFC-142b	594 039
HCFC-124	80 580
HCFC-22	0
TOTAL	674 619

En plus de générer les bénéfices mentionnés précédemment, l'application de mesures environnementales canadiennes similaires à celles des États-Unis obligeront les entreprises canadiennes à réduire leur utilisation des HCFC ainsi que des produits qui en contiennent. Une telle mesure contribuera à minimiser les problèmes reliés aux échanges commerciaux et les coûts qui y sont associés.

4. Exiger un permis pour exporter des produits contenant des CFC, du méthylchloroforme, des halons et du tétrachlorure de carbone vers les pays en voie de développement

D'après des entretiens avec des exportateurs potentiels, cette mesure n'aura pas d'impact sur les exportations; par conséquent les bénéfices sont nuls.

5. Bannir l'importation de produits contenant des CFC, des halons, du méthylchloroforme et du tétrachlorure de carbone

Il n'y aura pas de bénéfice découlant du contrôle du tétrachlorure de carbone et du méthylchloroforme dans les produits importés étant donné qu'aucune importation de ces produits n'est prévue.

En ce qui a trait aux halons, les halons recyclés 1211 et 1301 sont utilisés dans les nouveaux extincteurs d'incendie portatifs

However, these uses are confined in both cases to aircraft applications, that are exempt for the purpose of this analysis.

In the case of CFCs, such a control will prevent import of products containing CFCs and will thus contribute to reducing CFC emissions. The benefits are then quantified by assessing prevented damages to the ozone layer and avoided recovery costs of these substances because of the reduction in CFCs used.

Representatives of the CFC industry mentioned that this measure will only affect the import of small refrigerators. They stated that in 1998, without this control, there would be 84 250 refrigerators imported into Canada, containing CFC-12 as a refrigerant and CFC-11 as a blowing agent, and the number of these imported refrigerators would gradually decrease to reach 0 by 2010. The benefits will then be proportional to the reduction of CFC emissions resulting from a ban of these imported refrigerators. To quantify health and environmental benefits, we associate \$14,660 per year for each tonne of ODP that will not be emitted. The corresponding annual benefits are expected to fluctuate from \$69,098 in 1999 to \$6,910 in 2009. The corresponding present value of these benefits would amount to \$333,130, using 7.5 percent as the discount rate.

In addition to these benefits, a ban on the import of products containing CFCs will also generate economic benefits in the form of avoided costs. These costs would be related to the recovery and destruction of remaining CFCs in targeted products at the end of their lives if there were no import ban. Since the recovery and destruction costs are estimated to amount to \$13,000 per tonne of ODP, the corresponding annual avoided costs vary from \$561,600 in 1999 to \$56,160 in 2009. The corresponding present value of these benefits evaluated for the period from 1999 to 2009 totals \$2,706,769, using 7.5 percent as the discount rate.

As shown in Table 3, the resulting total present value of these benefits will then total \$3,039,898, using 7.5 percent as the discount rate.

Table 3: Present value of benefits resulting from a ban on the import of products containing CFCs

Discount rate	Present Value of Benefits Related to Prevented Damages to Health and the Environment (1997 \$)	Present Value of Benefits Related to Avoided Operating Costs (1997 \$)	Present Value of Total Benefits (1997 \$)
7.5%	333,130	2,706,769	3,039,898

Since these benefits do not include reduced damages to the human immune system, the bequest value for future generations and reduced damages related to climate change, they are likely underestimated.

Costs

1. Ban HCFCs in uses where alternatives exist

This measure will affect aerosols, solvents and non-insulating foams.

This measure will impact flexible foam manufacturers who use HCFC-141b. To be in compliance with this control, manufacturers will have to invest an average of \$2 million per plant. It is estimated that six of the ten plants now operating in Canada will

ainsi que les systèmes par saturation de l'air ambiant. Toutefois, dans ces deux cas, ces utilisations sont limitées aux applications reliées aux aéronefs, lesquelles sont exemptées aux fins de cette étude.

Dans le cas des CFC, un tel contrôle empêchera l'importation de produits contenant des CFC et contribuera donc à prévenir les émissions de CFC. Les bénéfices sont donc quantifiés en estimant les dommages évités à la couche d'ozone et les coûts évités relativement au recouvrement de ces substances en raison de la réduction du volume des CFC qui sera utilisé.

Des représentants de l'industrie des CFC ont mentionné que cette mesure affectera seulement l'importation de petits réfrigérateurs. Ils ont soulevé qu'en 1998, sans cette mesure, 84 250 réfrigérateurs contenant des CFC-12 comme substance réfrigérante et des CFC-11 comme agent de gonflement, seraient importés au Canada et que le volume de ces importations diminuerait graduellement pour atteindre zéro en 2010. Les bénéfices seront donc proportionnels à la réduction des émissions de CFC résultant d'un interdit d'importation de ces réfrigérateurs. Pour quantifier les bénéfices reliés à l'environnement et à la santé, on a utilisé 14 660 \$ par année pour chaque tonne de PACO qui ne sera pas émise. Il en résulte des bénéfices annuels totaux qui fluctueront de 69 098 \$ en 1999 à 6 910 \$ en 2009. La valeur actuelle de ces bénéfices, actualisée de 1999 à 2009 à un taux de rendement de 7,5 p. 100, totalisera 333 130 \$.

En plus de ces bénéfices, un interdit des importations de produits contenant des CFC générera également des bénéfices économiques sous la forme de coûts évités. Ces coûts sont reliés au recouvrement et à la destruction des CFC qui demeureraient dans les produits visés à la fin de leur vie active s'ils n'étaient pas interdits d'importation. Étant donné que ces coûts sont estimés à 13 000 \$ par tonne de PACO, les coûts annuels qui seront évités varieront de 561 600 \$ en 1999 à 56 160 \$ en 2009. La valeur actuelle de ces bénéfices, actualisée de 1999 à 2009 à un taux de rendement de 7,5 p. 100, totalisera 2 706 769 \$.

Comme on peut le voir au tableau 3, la valeur actuelle totale de ces bénéfices totalisera 3 039 898 \$ en utilisant un taux de rendement de 7,5 p. 100.

Tableau 3 : Valeur actuelle des bénéfices résultant d'une interdiction d'importer des produits contenant des CFC

Taux de rendement	Valeur actuelle des bénéfices reliés aux dommages à la santé et à l'environnement qui sont évités (\$ de 1997)	Valeur actuelle des bénéfices reliés à des frais d'exploitation évités (\$ de 1997)	Valeur actuelle totale des bénéfices (\$ de 1997)
7,5 %	333 130	2 706 769	3 039 898

Étant donné que ces bénéfices ne couvrent pas la réduction des dommages reliés au système immunitaire, à la valeur de legs pour les générations futures ainsi que la réduction des dommages reliés au changement climatique, ils peuvent donc être considérés comme étant sous-estimés.

Coûts

1. Éliminer les HCFC dans les utilisations pour lesquelles des produits substitués existent

Cette mesure visera les aérosols, les solvants et les mousses non isolantes.

Cette mesure touchera les fabricants de mousses flexibles qui utilisent le HCFC-141b. Afin de respecter ce contrôle, ces fabricants devront investir en moyenne 2 millions de dollars par site d'exploitation. Il est prévu que six des dix sites

require such an investment for a total investment of \$12 million to be incurred by the year 2000. It should be noted that without this control, conversion away from HCFC-141b will be necessary after 2003, because it is expected that Canadian manufacturers will not be able to be supplied with this substance. Consequently, the incremental costs are restricted to the costs of converting earlier, that is, in the year 2000 instead of in 2003. The corresponding present value of these costs, assessed from 1999 to 2003, will amount to \$2,025,288, using 7.5 percent as the discount rate.

In the case of aerosols, a prohibition on the use of HCFCs will cost the private sector an additional \$2 per kilogram that will not be used. Since it is estimated that 200 000 kg of HCFCs would have been used in each year from 1999 to 2003, the total annual cost will amount to \$400,000 per year. The present value of these costs evaluated from 1999 to 2003 and using 7.5 percent as a discount rate will amount to \$1,618,354 (1997 \$).

For solvents, a prohibition on the use of HCFCs will also cost the private sector an additional \$2 per kilogram that will not be used. Since 200 000 kg of HCFCs would have been used in each year from 1999 to 2003, the total annual cost is identical to that for aerosols and will amount to \$400,000 per year. The present value of these costs evaluated from 1999 to 2003 and using 7.5 percent as a discount rate will amount to \$1,618,354 (1997 \$).

Table 4: Present value of costs resulting from a ban of HCFCs where alternatives exist

Sectors	Present Value of Costs (6 years, 7.5 percent) (1997 \$)
Non-insulating foams	2,025,288
Aerosols	1,618,354
Solvents	1,618,354
TOTAL	5,261,996

2. Limit HCFC uses to the replacement of ODSs

Since there are no expected uses for HCFCs other than to replace ODSs, there are no expected expenditures to the private sector. It should be noted that these Regulations are proactive, since they prevent the private sector from investing to find HCFC applications other than ODS substitutes.

3. Implement an HCFC reduction schedule similar to the U.S.A.'s

The private sector will have to account for additional costs to comply with this measure. The cost assessment took into consideration additional expenses for adding American reduction schedule to the current Canadian system of transferable allowances.

HCFC-141b used in rigid foam blowing applications is not part of these Regulations, since the use of HCFC-141b for this application will be phased out on a voluntary basis in Canada; consequently, the compliance costs to the private sector will not be taken into consideration.

In the case of HCFC-142b, a reduction schedule similar to that of the U.S.A. is expected to cost \$2 per kg of HCFC that will not be used. It has been estimated that affected firms will face a reduction of 769 tonnes, creating an annual incremental cost of \$1,538,000 for 2010 and 2011.

maintenant en exploitation au Canada exigeront un tel investissement, ce qui donnera 12 millions de dollars à investir d'ici l'an 2000. Il faut noter qu'en l'absence de ce contrôle, les manufacturiers devraient arrêter d'utiliser le HCFC-141b après 2003 parce que cette substance ne sera pas disponible après cette date. Par conséquent, les coûts additionnels sont limités à ceux d'accélérer l'utilisation d'une substance de substitution, c'est-à-dire en l'an 2000 au lieu de l'an 2003. La valeur actuelle de ces coûts, actualisée de 1999 à 2003, totalisera 2 025 288 \$ en utilisant un taux d'actualisation de 7,5 p. 100.

Dans le cas des aérosols, l'interdiction d'utiliser les HCFC coûtera au secteur privé deux dollars additionnels par kilogramme qui ne sera pas utilisé. Étant donné que 200 000 kg de HCFC auraient été utilisés annuellement et ce, de 1999 à 2003, le coût total annuel totalisera 400 000 \$. La valeur actuelle de ces coûts, actualisée de 1999 à 2003 et utilisant un taux d'actualisation de 7,5 p. 100, totalisera 1 618 354 \$ (\$ de 1997).

Pour les solvants, l'interdiction d'utiliser des HCFC coûtera au secteur privé deux dollars additionnels par kilogramme qui ne sera pas utilisé. Comme 200 000 kg de HCFC auraient été utilisés annuellement de 1999 à 2003, le coût total annuel sera identique à celui des aérosols et totalisera 400 000 \$ par année. La valeur actuelle de ces coûts, évaluée de 1999 à 2003 avec un taux d'actualisation de 7,5 p. 100, totalisera 1 618 354 \$ (\$ de 1997).

Tableau 4 : Valeur actuelle des coûts résultant d'une interdiction d'utiliser des HCFC dans les utilisations pour lesquelles des produits substitués existent

Secteurs	Valeur actuelle des coûts (6 années, 7.5 p. 100) (\$ de 1997)
Mousses non isolantes	2 025 288
Aérosols	1 618 354
Solvants	1 618 354
TOTAL	5 261 996

2. Limiter l'utilisation des HCFC aux produits de substitution des SACO

Étant donné que les seules utilisations prévues pour les HCFC sont limitées aux produits de substitution des SACO, il n'y a pas de dépenses prévues pour le secteur privé. Il faut noter que cette mesure est proactive parce qu'elle empêche le secteur privé d'investir pour trouver des applications aux HCFC autres que pour remplacer les SACO.

3. Mettre en place un calendrier de réduction des HCFC similaire à celui des États-Unis

Le secteur privé devra assumer des coûts additionnels pour assurer la mise en place de cette mesure. L'évaluation de ces coûts a été effectuée en quantifiant les dépenses additionnelles résultant de l'ajout du calendrier américain de réduction des HCFC au système canadien d'allocations transférables déjà en place.

Le HCFC-141b, utilisé comme agent de gonflement des mousses rigides, ne fait pas partie de ce règlement étant donné qu'au Canada, l'utilisation du HCFC-141b dans cette application sera éliminé sur une base volontaire; les coûts de mise en application pour le secteur privé ne seront donc pas pris en considération.

Dans le cas du HCFC-142b, le coût résultant d'un calendrier de réduction similaire à celui des États-Unis coûtera 2 \$ par kg de HCFC qui ne sera pas utilisé. On estime que les firmes touchées auront à faire face à une réduction de 769 tonnes, ce qui créera des coûts additionnels de 1 538 000 \$ par année en 2010 et en 2011.

For HCFC-124, the private sector will need to reduce its use by an additional 200 tonnes per year from 2015 to 2019; using \$2 per kg that will not be used, this corresponds to an incremental cost of \$400,000 per year.

Since Canada and the U.S.A. use the same equipment requiring HCFC-22 because of the integrated North American market, a Canadian reduction schedule similar to the U.S.A. will have no incremental impact for HCFC-22.

As shown in Table 5, the present value of these costs discounted from 1999 to 2019 and using a 7.5 percent discount rate will total \$1,748,830 (1997 \$).

Table 5: Present value of costs resulting from an HCFC reduction schedule similar to that of the U.S.A.

Affected Substances	Present Value of Costs (22 years, 7.5 percent) (1997 \$)
HCFC-142b	1,246,420
HCFC-124	502,410
HCFC-22	0
TOTAL	1,748,830

4. Require permits to export products containing CFCs, methyl chloroform, halons and carbon tetrachloride to developing countries

After having consulted with manufacturers in the air conditioning sector as well as in the halon-based fire-protection sector, it appears that there is very limited trade for this type of equipment since when it is replaced, it is scrapped.

It should however be noted that even though it has not been possible to find a potential trading market, it might be possible that some equipment be exported in the future. This might happen because it may be impossible for Canadian firms to be supplied with ODSs to service such equipment. Companies would therefore have to replace this equipment before the end of their expected life span and could export the used equipment to developing countries, where CFCs and halons will still be available for several years. Under such a scenario, the cost of this measure would deal with the expenses to obtain an export permit if such equipment could be exported or to ensure the remaining ODSs are recycled and/or disposed of if the export is not possible. However, it has not been possible to quantify these costs since we have no information on the quantity of equipment that could be involved.

5. Ban the import of products containing CFCs, halons, methyl chloroform and carbon tetrachloride

Even though a ban on products containing CFCs and halons could affect air conditioning, refrigeration and fire extinguishers, it appears that this measure will only affect small refrigerators which could be imported between 1999 and 2010. Based on interviews with industrial representatives, such a control is expected to increase the cost of small refrigerators by 5 percent. Based on the average price of refrigerators and the number of refrigerators that are sold each year, this price increase will total \$995,682 per year from 1999 to 2010. The resulting present value of these costs, estimated from 1999 to 2010 and using 7.5 percent as the discount rate, will total \$8,121,270 (1997 \$).

Pour le HCFC-124, le secteur privé devra faire face à des réductions d'environ 200 tonnes par année de 2015 à 2019; en utilisant un coût additionnel de 2 \$ par kg qui ne sera pas utilisé, ceci correspond à des coûts additionnels de 400 000 \$ par année.

L'intégration du marché nord-américain a fait que le Canada et les États-Unis utilisent les mêmes équipements nécessitant du HCFC-22. Un calendrier de réduction similaire à celui des États-Unis n'aura donc pas d'impact en ce qui concerne la substance HCFC-22.

Telle qu'elle est démontrée au tableau 5, la valeur actuelle de ces coûts, actualisée de 1999 à 2019 en utilisant un taux d'actualisation de 7,5 p. 100, totalisera 1 748 830 \$ (\$ de 1997).

Tableau 5 : Valeur actuelle des coûts suite à la mise en application d'un calendrier de réduction des HCFC similaire à celui des États-Unis

Substances	Valeur actuelle des coûts (22 ans, 7,5 p. 100) (\$ de 1997)
HCFC-142b	1 246 420
HCFC-124	502 410
HCFC-22	0
TOTAL	1 748 830

4. Exiger un permis pour exporter des produits contenant des CFC, du méthylchloroforme, des halons et du tétrachlorure de carbone vers les pays en voie de développement

Après avoir consulté les manufacturiers œuvrant dans le secteur de l'air climatisé ainsi que dans le secteur des équipements d'extincteurs à base de halons, il apparaît que le commerce de ces équipements est très limité parce que lorsqu'ils sont remplacés, ils sont détruits.

Il faut toutefois mentionner que bien qu'il soit impossible de trouver un marché commercial pour ce type d'équipements, il se pourrait qu'à l'avenir il y ait des exportations et ce, parce que les firmes canadiennes pourraient être incapables de s'approvisionner en SACO pour assurer l'entretien de ce type d'équipements. Ces firmes devraient donc remplacer ces équipements avant que leur période d'utilisation utile soit terminée et pourraient ainsi exporter ces équipements usagés vers des pays en voie de développement où les CFC et les halons sont disponibles pour encore plusieurs années. En vertu d'un tel scénario, les coûts de cette mesure tiendraient compte des dépenses reliées à l'obtention d'un permis d'exportation si de tels équipements peuvent être exportés ou du fait que les SACO restants doivent être recyclés et détruits si l'exportation n'est pas admissible. Toutefois, il n'a pas été possible de quantifier ces coûts parce qu'aucun renseignement n'est disponible sur le nombre d'équipement qui pourrait être touché et le volume de SACO restant dans ces équipements.

5. Éliminer l'importation de produits contenant des CFC, des halons, du méthylchloroforme et du tétrachlorure de carbone

Bien que l'élimination des produits contenant des CFC puisse toucher les secteurs de l'air climatisé, de la réfrigération et des extincteurs de feu, il s'avère que cette mesure affectera seulement les petits réfrigérateurs qui pourraient être importés entre 1999 et 2010. Suite à des entretiens avec des représentants de l'industrie, on estime qu'un tel contrôle haussera le prix de ces petits réfrigérateurs de 5 p. 100. En se basant sur un prix moyen et le nombre de réfrigérateurs vendus annuellement, cette mesure occasionnera une augmentation des prix des réfrigérateurs. Cette hausse de prix totalisera 995 682 \$ par année pour la période de 1999 à 2010. La valeur actuelle de ces coûts, actualisée de 1999 à 2010 en utilisant un taux d'actualisation de 7,5 p. 100, totalisera 8 121 270 \$ (\$ de 1997).

For halons, recycled halons 1211 and 1301 are being used in new portable extinguishers and in new total flooding systems. However, these uses are confined in both cases to aircraft applications, which are exempt in these proposed amendments.

In the case of methyl chloroform and carbon tetrachloride, there are no recorded data available on actual imports, which imply that if such imports exist, they are negligible. Consequently, the cost associated with a ban on import products containing methyl chloroform and carbon tetrachloride will also be negligible.

6. Enforcement costs to the Government

The cost prior to the promulgation of these amendments is estimated to \$150,000 and covers expenses related to the development of the Regulations, which include consultations, drafting of the Regulations and preparation of training material for inspectors. From 1999, the Government will have to ensure the enforcement of these Regulations which will require an incremental one person-year at \$70,000 per year. The present value of these costs, evaluated from 1999 to 2019 and using 7.5 percent as the discount rate, will total \$878,944 (1997 \$)

Table 6 provides a summary of the present values of costs and benefits as well as the net present value which is defined as the present value of the benefits minus the present value of the costs.

En ce qui a trait aux halons, les halons 1211 et 1301 recyclés sont utilisés dans les nouveaux extincteurs portatifs ainsi que dans les nouveaux systèmes d'extinction par protection d'ambiance. Toutefois, ces utilisations sont limitées aux applications reliées aux avions lesquelles sont exclues de cette étude.

Pour le méthylchloroforme et le tétrachlorure de carbone, il n'y a pas de données disponibles sur des importations réelles, ce qui implique que si ces importations existent, elles sont négligeables. Par conséquent, le coût associé à une élimination des importations de produits contenant du méthylchloroforme et du tétrachlorure de carbone est aussi négligeable.

6. Coûts de mise en application pour le Gouvernement

Avant sa promulgation, on estime qu'une somme de 150 000 \$ a été dépensée pour le développement du Règlement, ce qui inclut les dépenses reliées aux consultations, aux ébauches du Règlement et à la préparation du matériel pour la formation des inspecteurs. À partir de 1999, le Gouvernement devra assurer la mise en application de ce Règlement et ceci exigera une année-personne additionnelle, c'est-à-dire 70 000 \$ annuellement. La valeur actuelle de ces coûts, actualisée de 1999 à 2019 en utilisant un taux d'actualisation de 7,5 p. 100, totalisera 878 944 \$ (\$ de 1997).

Le tableau 6 résume les valeurs actuelles des coûts et des bénéfices ainsi que la valeur actuelle nette définie comme étant la valeur actuelle des bénéfices moins la valeur actuelle des coûts.

Table 6: Present value of costs and benefits as well as net present values

Initiatives	Present Value of Costs (1997 \$)	Present Value of Benefits (1997 \$)	Net Present Value (1997 \$)
1. Ban HCFCs in uses where alternatives exist	5,261,996	1,907,808	(3,354,188)
2. Limit HCFC uses to the replacement of ODSs	0	0	0
3. Implement an HCFC phase-out schedule similar to that of the U.S.A.	1,748,830	674,619	(1,074,211)
4. Require permits to export products containing CFCs, MCF, halons and CTC to developing countries	0	0	0
5. Ban the import of products containing CFCs, halons, MCF and CTC	8,121,270	3,039,898	(5,081,372)
6. Enforcement costs to government	878,944	N/A	(878,944)
TOTAL	16,011,040	5,622,325	(10,388,715)

Tableau 6 : Valeur actuelle des coûts et des bénéfices ainsi que les valeurs actuelles nettes

Initiatives	Valeur actuelle des coûts (\$ de 1997)	Valeur actuelle des bénéfices (\$ de 1997)	Valeur actuelle nette (\$ de 1997)
1. Éliminer les HCFC dans les utilisations pour lesquelles des produits substitués existent	5 261 996	1 907 808	(3 354 188)
2. Limiter l'utilisation des HCFC aux produits de substitution des SACO	0	0	0
3. Mettre en place un calendrier de réduction des HCFC similaire à celui des États-Unis	1 748 830	674 619	(1 074 211)
4. Exiger un permis pour exporter des produits contenant des CFC, du méthylchloroforme et du tétrachlorure de carbone vers les pays en voie de développement	0	0	0
5. Éliminer l'importation de produits contenant des CFC, des halons, du méthylchloroforme et du tétrachlorure de carbone	8 121 270	3 039 898	(5 081 372)
6. Les coûts de mise en application par le Gouvernement	878 944	S/O	(878 944)
TOTAL	16 011 040	5 622 325	(10 388 715)

As shown in Table 6, the present value of the costs exceeds the present value of the benefits. However, it should be noted that the benefits are underestimated since they do not consider the benefits resulting from avoided damages to the human immune system, climate change and the bequest value.

Telle qu'elle démontrée au tableau 6, la valeur actuelle des coûts dépasse la valeur actuelle des bénéfices. Toutefois, il faut noter que les bénéfices sont sous évalués étant donné qu'ils ne tiennent pas compte des bénéfices reliés à la valeur de legs, à la réduction des dommages aux systèmes immunitaires et aux conséquences du changement climatique.

Consultation

Environment Canada recognizes that consultation with all concerned parties, including those directly affected by these Regulations, as well as non-governmental organizations and the general public, ensures that effective and realistic measures are developed for the protection of the environment. The Ozone Layer Protection Program has held consultations with representatives of industry, environmental groups, the provinces, and other federal departments.

A discussion document was distributed in June 1996 and a consultation meeting was held in October of the same year. Proposed amendments were also distributed in June 1997 and April 1998. The comments raised were as follows:

1. Ban HCFCs in uses where alternatives exist

Since such a requirement is in force in the U.S.A., most of the comments agree with this initiative because of positive economic impacts related to a level playing field of environmental measures between the integrated market of Canada and the United States. However, some industrial sectors were concerned by the lack of adequate alternatives to HCFCs and the proposed time-frame to eliminate HCFC uses.

Environment Canada recognizes the importance of having a level playing field between Canada and the United States. At the same time, it must be recognized that additional alternatives have been made available since the U.S.A. ban of non-essential uses was put in place in 1994. For this reason, the list of Canadian exempted end uses differs from the American list.

2. Limit HCFC uses to the replacement of ODSs

Most of the comments are in agreement with this initiative as long as a mechanism exists to guarantee that new applications that could be beneficial for society would be approved.

Environment Canada recognizes that such flexibility is required to exempt applications that could have a positive result in protecting life and human health as recommended by the Montreal Protocol.

3. Implement an HCFC phase-out schedule similar to the U.S.A.

Most of the comments support this initiative since it provides a level playing field between Canada and the United States and will contribute to facilitating trade with the U.S.A. The initial proposal for this measure was to adopt the American phase-out schedule in its entirety. However, major concerns were raised by the rigid polyurethane foam blowing sector regarding the phase-out of HCFC-141b in 2003, because of the lack of alternatives and belief that the American deadline might get changed. Given the uncertainty surrounding the use of HCFC-141b in this sector, Environment Canada proposed to achieve the phase-out of this substance in foam blowing under a voluntary agreement.

4. Require permits to export products containing CFCs, methyl chloroform, halons and carbon tetrachloride to developing countries

All comments that have been raised support this measure.

Consultations

Environnement Canada reconnaît qu'une consultation avec toutes les parties pouvant être touchées, incluant celles qui sont directement visées par le Règlement ainsi que les groupes non gouvernementaux et le public en général, assure que des mesures efficaces et réalistes sont proposées dans le cadre de la protection de l'environnement. Le Programme de protection de la couche d'ozone a donné lieu à des rencontres avec les représentants de l'industrie, des groupes environnementaux, des provinces et des autres ministères fédéraux.

Un document de discussion a été distribué en juin 1996 et une rencontre de consultation a été tenue en octobre de la même année. Les modifications proposées ont également été distribuées en juin 1997 et en avril 1998. Les commentaires soulevés étaient comme suit :

1. Éliminer les HCFC dans les utilisations pour lesquelles des produits substitués existent

La majorité des commentaires sont en accord avec cette mesure, en raison des conséquences économiques positives reliées à une uniformisation des contrôles environnementaux entre le Canada et les États-Unis, lesquels ont un marché intégré. Certains secteurs industriels étaient toutefois préoccupés par le manque de produits de substitution adéquats pour les HCFC et le calendrier d'élimination proposé pour les utilisations des HCFC.

Environnement Canada reconnaît l'importance d'avoir une uniformisation des contrôles entre le Canada et les États-Unis. En même temps, on doit reconnaître que des produits substitués additionnels sont disponibles étant donné qu'en 1994 les États-Unis ont mis en place un interdit sur les utilisations non essentielles. Pour cette raison, la liste des utilisations canadiennes exemptées diffère de la liste américaine.

2. Limiter l'utilisation des HCFC aux produits de substitution des SACO

La majorité des commentaires sont en accord avec cette mesure pourvu qu'un mécanisme d'application soit en place pour garantir que toutes nouvelles applications qui pourraient être bénéfiques pour la société soient approuvées.

Tel qu'il est recommandé par le Protocole de Montréal, Environnement Canada reconnaît la nécessité d'une telle flexibilité pour exempter les applications qui pourraient avoir un effet positif sur la vie et la santé humaines.

3. Mettre en place un calendrier de réduction des HCFC similaire à celui des États-Unis

La majorité des commentaires encouragent cette initiative parce qu'elle fournit une uniformisation des contrôles environnementaux entre le Canada et les États-Unis et qu'elle facilitera le commerce avec les États-Unis. Initialement, l'objectif était d'adopter un calendrier de réduction identique à celui des États-Unis. Cependant, des préoccupations majeures ont été soulevées par les représentants du secteur des mousses rigides de polyuréthane en ce qui a trait à l'élimination du HCFC-141b en 2003. Ces derniers ont soulevé le manque de produits substitués et croient que le calendrier américain pourrait être changé. Étant donné l'incertitude reliée à l'utilisation de HCFC-141b par ce secteur, Environnement Canada propose d'utiliser une mesure volontaire pour éliminer cette substance.

4. Exiger un permis pour exporter des produits contenant des CFC, du méthylchloroforme, des halons et du tétrachlorure de carbone vers les pays en voie de développement

Tous les commentaires rapportés appuient cette mesure.

5. Ban the import of products containing CFCs, halons, methyl chloroform and carbon tetrachloride

Most of the comments raised are supportive of this measure because it puts the same restrictions on importers as exist for Canadian manufacturers. Raised concerns were expressed regarding the need to provide exemptions for halon fire extinguishers used on aircrafts, and to include critical use exemptions that exist under provincial regulations; the proposed Regulations include some exemptions for uses that are considered critical.

Compliance and Enforcement

Since the Regulations are promulgated under the *Canadian Environmental Protection Act* (CEPA), the Enforcement and Compliance Policy implemented under the Act will be applied by CEPA enforcement officers. Among other things, the policy outlines measures designed to promote compliance, including education and information, and to promote technical development and consultation on the preparation of regulations.

In verifying compliance with these Regulations, CEPA inspectors will abide by the Enforcement and Compliance Policy, which sets out a range of possible responses to offenses: warnings, inspector's guidelines, ticketing, ministerial orders, injunctions, prosecution, and civil suits by the Crown for the recovery of costs in specified circumstances. If, on inspection or following the report of a suspected offense, a CEPA inspector confirms that an offense has been committed, the inspector will select the appropriate response, based on the following criteria:

- Nature of the offense: This includes consideration of the damage, the intent of the alleged offender, whether it is a repeat offense, and whether an attempt has been made to conceal information or otherwise subvert the objectives and requirements of the Act.
- Effectiveness in achieving the desired result with the offender: The desired result is compliance within the shortest possible time and with no further repetition of the offense. Factors to be considered include the offender's history of compliance with the Act, willingness to cooperate with enforcement officials, and evidence of corrective action already taken.
- Consistency: Inspectors will consider how similar situations have been handled in determining the measures to be taken to enforce the Act.

Contacts

Bernard Madé, Commercial Chemicals Evaluation Branch, Toxic Pollution Prevention Directorate, Department of the Environment, Ottawa, Ontario K1A 0H3, (819) 994-3249 (Telephone), bernard.made@ec.gc.ca (Electronic Mail); or Arthur Sheffield, Options Analysis Division, Economic and Regulatory Affairs Directorate, Department of the Environment, Ottawa, Ontario K1A 0H3, (819) 953-1172 (Telephone), arthur.sheffield@ec.gc.ca (Electronic Mail).

5. Éliminer l'importation de produits contenant des CFC, des halons, du méthylchloroforme et du tétrachlorure de carbone

La plupart des commentaires soulevés appuient cette mesure parce qu'elle impose une restriction identique tant aux importateurs qu'aux producteurs canadiens. Des préoccupations ont été soulevées en ce qui a trait au besoin d'avoir des exemptions pour les extincteurs à halon qui sont utilisés dans les avions et pour les utilisations critiques qui sont couvertes par les règlements provinciaux; le règlement proposé inclut certaines exemptions pour des utilisations qui sont jugées critiques.

Respect et exécution

Étant donné que le Règlement est pris en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (LCPE), la politique de mise en application sera appliquée par les agents chargés de l'exécuter. Entre autres, la politique décrit les mesures propres à promouvoir la conformité à la Loi, y compris l'éducation et l'information ainsi que la mise au point de techniques et les consultations au sujet de l'élaboration de règlements.

Lorsqu'ils vérifieront la conformité au Règlement, les inspecteurs de la LCPE suivront la Politique d'application qui énonce une série de mesures à prendre en cas d'infraction : avertissement, directives de l'inspecteur, contraventions, arrêtés ministériels, injonctions, poursuites et procès civils par la Couronne pour récupérer les coûts dans des situations particulières. Si pendant une inspection ou par suite de la déclaration d'un soupçon, un inspecteur de la LCPE confirme qu'une infraction a été commise, il choisira la mesure appropriée en fonction des critères suivants :

- La nature de l'infraction : il faut examiner le préjudice, l'intention du contrevenant présumé, à savoir s'il s'agit d'une récidive, s'il y a eu tentative pour cacher des renseignements ou détourner autrement les objectifs et les exigences de la Loi.
- L'obtention du résultat auquel est tenu le contrevenant : Le résultat visé est la conformité dans les plus brefs délais et sans récidive. Les facteurs à considérer comprennent le dossier du contrevenant en ce qui concerne la conformité à la Loi, sa volonté de collaborer avec les agents chargés d'exécuter la Loi et la preuve qu'il a pris des mesures correctives.
- L'uniformité : Les inspecteurs examineront ce qui a été fait lors de situations semblables avant de décider des mesures à prendre pour faire respecter la Loi.

Personnes-ressources

Bernard Madé, Direction de l'évaluation des produits chimiques commerciaux, Direction générale de la prévention de la pollution par des toxiques, Ministère de l'Environnement, Ottawa (Ontario) K1A 0H3, (819) 994-3249 (téléphone), bernard.made@ec.gc.ca (courrier électronique); ou Arthur Sheffield, Direction des analyses des options, Direction générale des affaires économiques et réglementaires, Ministère de l'Environnement, Ottawa (Ontario) K1A 0H3, (819) 953-1172 (téléphone), arthur.sheffield@ec.gc.ca (courrier électronique).

PROPOSED REGULATORY TEXT

Notice is hereby given, pursuant to subsection 48(1) of the *Canadian Environmental Protection Act*^a, that the Governor in

PROJET DE RÉGLEMENTATION

Avis est par les présentes donné, conformément au paragraphe 48(1) de la *Loi canadienne sur la protection de*

^a R.S., 1985, c. 16 (4th Supp.)

Council, pursuant to sections 22 and 34^b of the Act, proposes to make the annexed *Ozone-depleting Substances Regulations, 1998*.

Any person may, pursuant to subsection 48(2) of the Act, file a notice of objection in respect of the proposed Regulations with the Minister of the Environment within 60 days after the date of publication of this notice requesting that a board of review be established under section 89 of the Act and stating the reasons for the objection. All such notices of objection must cite the *Canada Gazette*, Part I, and the date of publication of this notice, and be sent to the Director, Commercial Chemicals Evaluation Branch, Department of the Environment, Ottawa, Ontario K1A 0H3.

August 26, 1998

MICHEL GARNEAU
Assistant Clerk of the Privy Council

OZONE-DEPLETING SUBSTANCES REGULATIONS, 1998

INTERPRETATION

1. The definitions in this section apply in these Regulations.

“Act” means the *Canadian Environmental Protection Act*. (*Loi*)

“authorized sector” means, in respect of the use of an HCFC, one of two categories of use, namely,

(a) for cooling, whether in refrigeration or air-conditioning and

(b) for use in any other application. (*domaine autorisé*)

“baseline consumption allowance”, in respect of a group of controlled substances set out in column 1 of an item of Schedule 1 and a year set out in column 2 of that item, means the quantity of those controlled substances that is determined in accordance with subsection 10(4) or (6) with respect to a person. (*allocation de consommation de base*)

“bromofluorocarbon” means a fully halogenated bromofluorocarbon each molecule of which contains one, two or three carbon atoms and at least one atom each of bromine and fluorine. (*bromofluorocarbure*)

“calculated level”, in respect of

(a) a controlled substance that is produced, imported, exported or consumed during a given period, means the quantity of the controlled substance, determined in accordance with one of the following formulas, namely,

(i) in the case of production, $P \times ODP$,

(ii) in the case of importation, $I \times ODP$,

(iii) in the case of exportation, $E \times ODP$, and

(iv) in the case of consumption, $(P \times ODP) + (I \times ODP) - (E \times ODP)$

where

P is the quantity manufactured during the period,

I is the quantity imported during that period,

E is the quantity exported during that period, and

ODP is the ozone-depleting potential for the controlled substance, set out in column 3 of an item of Schedule 2, and

(b) a group of controlled substances set out in column 1 of Schedule 2 that are produced, imported, exported or

l'environnement^a, que le Gouverneur en conseil, en vertu des articles 22 et 34^b de cette loi, se propose de prendre le *Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone (1998)*, ci-après.

Les intéressés peuvent, en vertu du paragraphe 48(2) de cette loi, déposer auprès de la ministre de l'Environnement, dans les 60 jours suivant la date de publication du présent avis, un avis d'opposition motivé demandant la constitution de la commission de révision prévue à l'article 89 de cette loi. Ils sont priés d'y citer la Partie I de la *Gazette du Canada*, ainsi que la date de publication et d'envoyer le tout au Directeur, Direction de l'évaluation des produits chimiques commerciaux, Ministère de l'Environnement, Ottawa (Ontario) K1A 0H3.

Le 26 août 1998

Le greffier adjoint du Conseil privé
MICHEL GARNEAU

RÈGLEMENT SUR LES SUBSTANCES APPAUVRISSANT LA COUCHE D'OZONE (1998)

DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« agent de gonflement » Produit chimique qui est ajouté à un plastique au cours du procédé de fabrication d'une mousse plastique pour que des cellules gazeuses se forment dans le plastique. (*foaming agent*)

« allocation de consommation » Allocation de consommation initiale ou allocation de consommation de base, même augmentée ou diminuée aux termes des articles 11 à 14. (*consumption allowance*)

« allocation de consommation de base » Relativement à un groupe de substances contrôlées visé à la colonne 1 de l'annexe 1 et pour l'année indiquée à la colonne 2, la quantité des substances contrôlées qui est déterminée à l'égard d'une personne conformément aux paragraphes 10(4) ou (6). (*baseline consumption allowance*)

« allocation de consommation initiale » Quantité d'hydrochlorofluorocarbures déterminée à l'égard d'une personne conformément aux paragraphes 10(1) ou (3). (*initial consumption allowance*)

« allocation de consommation restante » La fraction de l'allocation de consommation qui n'a pas été utilisée au cours d'une année. (*unexpended consumption allowance*)

« année » S'entend de l'année civile. (*year*)

« bromofluorocarbure » Bromofluorocarbure entièrement halogéné dont chaque molécule est formée de un, deux ou trois atomes de carbone et d'au moins un atome de brome et un atome de fluor. (*bromofluorocarbon*)

« cédant » Personne qui cède ou se propose de céder à un cessionnaire la totalité ou une fraction de son allocation de consommation. (*transferor*)

« cessionnaire » Personne à qui le cédant cède ou propose de céder la totalité ou une fraction de son allocation de consommation. (*transferee*)

« chlorofluoroalcane » ou « CFC » Chlorofluoroalcane entièrement halogéné dont chaque molécule est formée de un, deux ou trois atomes de carbone. (*chlorofluorocarbon or CFC*)

« consommation » À l'égard d'une période donnée et d'une substance contrôlée ou d'un groupe de substances contrôlées, la somme de la quantité produite et de la quantité importée du-

^b S.C., 1992, c. 1, s. 144 (Sch. VII, s. 15)

^a L.R. (1985), ch. 16 (4^e suppl.)

^b L.C. (1992), ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 15

consumed during a given period, means the sum of the calculated levels of production, importation, exportation or consumption, as the case may be, of the controlled substances within the group during that period, determined in accordance with the applicable formula set out in paragraph (a). (*niveau calculé*)

“Canada’s maximum consumption”, in respect of a group of controlled substances set out in column 1 of an item of Schedule 1 and a year set out in column 2 of that item, means Canada’s total allowable calculated level of consumption of those controlled substances according to the Protocol multiplied by the percentage set out in column 3 of that item. (*consommation canadienne maximale*)

“chlorofluorocarbon” or “CFC” means a fully halogenated chlorofluorocarbon each molecule of which contains one, two or three carbon atoms. (*chlorofluoroalcane ou CFC*)

“consumption”, in respect of a given period and a controlled substance or group of controlled substances, means the sum of the quantities produced and imported during that period less the quantity exported and, for the purpose of determining a calculated level of consumption, excludes any quantity of the controlled substance that, when imported or exported, was a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance. (*consommation*)

“consumption allowance” means an initial consumption allowance or baseline consumption allowance, whether or not increased or decreased under sections 11 to 14. (*allocation de consommation*)

“controlled substance” means a substance set out in column 2 of an item of Schedule 2, whether existing alone or in a mixture, and includes isomers of any such substance unless otherwise indicated. (*substance contrôlée*)

“Decision” means a decision taken at a meeting of the Parties under Article 11 of the Protocol. (*Décision*)

“essential use” means a use that is agreed by the Parties, by a Decision, to be essential. (*utilisation essentielle*)

“feedstock” means any controlled substance that is used and transformed in the manufacture of another chemical substance. (*matière première*)

“foam insulation product” means a product that contains or consists of any of the following types of foam:

(a) closed cell rigid polyurethane foam, including one and two component froth, pour, spray, injected and bead-applied foam and polyisocyanurate foam;

(b) closed cell rigid polystyrene boardstock foam;

(c) closed cell rigid phenolic foam; and

(d) closed cell rigid polyethylene foam when such foam is suitable in shape, thickness and design to be used as a product that provides thermal insulation around pipes used in heating, plumbing, refrigeration or industrial process systems. (*produit d’isolation en mousse*)

“foaming agent” means any chemical that is added to any plastic during the process of manufacturing plastic foam so that gas cells are formed throughout the plastic. (*agent de gonflement*)

“heel”, in respect of a controlled substance, means a quantity left in a container after its use and that does not exceed 10% of the total capacity in weight of the container for that controlled substance. (*quantité résiduelle*)

“hydrobromofluorocarbon” means a hydrobromofluorocarbon each molecule of which contains one, two or three carbon atoms and at least one atom each of hydrogen, bromine and fluorine. (*hydrobromofluorocarbure*)

rant cette période moins la quantité exportée. Aux fins de détermination d’un niveau calculé de consommation, la présente définition exclut toute quantité de la substance contrôlée qui, au moment de son importation ou exportation, est une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée. (*consommation*)

« consommation canadienne maximale » À l’égard d’un groupe de substances contrôlées visé à la colonne 1 de l’annexe 1 et pour l’année indiquée à la colonne 2, le niveau calculé de consommation totale admissible au Canada pour ces substances contrôlées, selon le Protocole, multiplié par le pourcentage visé à la colonne 3. (*Canada’s maximum consumption*)

« Décision » Toute décision adoptée aux réunions des Parties en vertu de l’article 11 du Protocole. (*Decision*)

« domaine autorisé » A l’égard de l’utilisation des HCFC, l’une des deux catégories d’utilisation suivantes :

a) pour le refroidissement, soit la réfrigération soit la climatisation;

b) pour les autres utilisations. (*authorized sector*)

« hydrobromofluorocarbure » Hydrobromofluorocarbure dont chaque molécule est formée de un, deux ou trois atomes de carbone et d’au moins un atome d’hydrogène, un atome de brome et un atome de fluor. (*hydrobromofluorocarbon*)

« hydrochlorofluorocarbure » ou « HCFC » Hydrochlorofluorocarbure dont chaque molécule est formée de un, deux ou trois atomes de carbone et d’au moins un atome d’hydrogène, un atome de chlore et un atome de fluor. (*hydrochlorofluorocarbon or HCFC*)

« Loi » La *Loi canadienne sur la protection de l’environnement*. (*Act*)

« matière première » Toute substance contrôlée qui est utilisée et transformée dans la fabrication d’une autre substance chimique. (*feedstock*)

« mousse plastique » Plastique dont le poids par unité de volume est substantiellement réduit par l’utilisation d’un agent de gonflement au cours du procédé de fabrication. (*plastic foam*)

« nettoyage industriel » Utilisation d’un solvant pour le nettoyage à froid ou le dégraissage à vapeur, pour les applications de nettoyage de matériel électronique, de nettoyage de métaux ou de nettoyage de précision. La présente définition exclut le nettoyage manuel, le nettoyage pour entretien et les autres applications à faible utilisation. (*industrial cleaning*)

« niveau calculé »

a) À l’égard d’une substance contrôlée qui est produite, importée, exportée ou consommée durant une période donnée, la quantité de la substance contrôlée déterminée selon l’une des formules suivantes :

(i) dans le cas de la production, $P \times \text{PACO}$,

(ii) dans le cas de l’importation, $I \times \text{PACO}$,

(iii) dans le cas de l’exportation, $E \times \text{PACO}$,

(iv) dans le cas de la consommation, $(P \times \text{PACO}) + (I \times \text{PACO}) - (E \times \text{PACO})$,

où :

P représente la quantité fabriquée durant cette période,

I la quantité importée durant cette période,

E la quantité exportée durant cette période,

PACO le potentiel d’appauvrissement de la couche d’ozone indiqué pour la substance contrôlée à la colonne 3 de l’annexe 2;

“hydrochlorofluorocarbon” or “HCFC” means a hydrochlorofluorocarbon each molecule of which contains one, two or three carbon atoms and at least one atom each of hydrogen, chlorine and fluorine. (*hydrochlorofluorocarbure ou HCFC*)

“industrial cleaning” means use of a solvent for cold cleaning or vapour degreasing, whether for electronics cleaning, metal cleaning or precision cleaning, and excludes wipe cleaning, maintenance cleaning and other small use applications. (*nettoyage industriel*)

“initial consumption allowance” means the quantity of HCFCs that is determined in accordance with subsection 10(1) or (3) with respect to a person. (*allocation de consommation initiale*)

“Party” means

(a) a Party to the Protocol; or

(b) any State not party to the Protocol but that meets the conditions referred to in paragraph 8 of Article 4 of the Protocol. (*Partie*)

“pest” means pest as defined in section 2 of the *Pest Control Products Act* and includes any organism that could cause disease in humans or animals. (*parasite*)

“plastic foam” means a plastic the weight per unit of volume of which is decreased substantially by the use of a foaming agent during the manufacturing process. (*mousse plastique*)

“pre-shipment application” means the treatment, with methyl bromide, of a commodity or product that is to be entirely exported to a country, or of a means of conveyance, where such treatment is required by the importing country or in support of Canada’s sanitary or phytosanitary export programs. (*traitement préalable à l’expédition*)

“production”, in respect of a controlled substance or group of controlled substances, means the quantity manufactured. (*production*)

“Protocol” means *The 1987 Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer*, published by the United Nations Environment Programme, signed by Canada on September 16, 1987, as amended from time to time. (*Protocole*)

“quarantine application” means the treatment, with methyl bromide, of a commodity, product, facility or means of conveyance where the treatment is intended to prevent the spread of, or to control or eradicate, pests of quarantine significance and is required by the laws of an importing country as a condition of entry or by or under Canadian law. (*traitement en quarantaine*)

“reclaimed”, in respect of a controlled substance, means recovered, re-processed and upgraded through processes such as filtering, drying, distillation and chemical treatment in order to restore the controlled substance to industry-accepted reuse standards. (*régénérée*)

“recovered”, in respect of a controlled substance, means

(a) collected after it has been used; or

(b) collected from machinery, equipment or a container during servicing or before disposal of the machinery, equipment or container. (*recupérée*)

“recycled”, in respect of a controlled substance, means recovered, cleaned by a process such as filtering or drying, and reused, including reused to recharge equipment. (*recyclée*)

“transferee” means a person who acquires or proposes to acquire from a transferor all or a portion of the transferor’s consumption allowance. (*cessionnaire*)

“transferor” means a person who transfers or proposes to transfer to a transferee all or a portion of the person’s consumption allowance. (*cédant*)

b) à l’égard d’un groupe de substances contrôlées visé à la colonne 1 de l’annexe 2, qui sont produites, importées, exportées ou consommées durant une période donnée, la somme des niveaux calculés de production, d’importation, d’exportation ou de consommation, selon le cas, des substances contrôlées comprises dans le groupe durant cette période, déterminés selon la formule applicable visée à l’alinéa a). (*calculated level*)

« parasite » S’entend au sens de l’article 2 de la *Loi sur les produits antiparasitaires*. Est assimilé au parasite tout organisme susceptible de causer une maladie chez les humains ou les animaux. (*pest*)

« Partie » Selon le cas :

a) une Partie au Protocole;

b) tout État non Partie au Protocole mais qui satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 8 de l’article 4 du Protocole. (*Partie*)

« production » À l’égard d’une substance contrôlée ou d’un groupe de substances contrôlées, la quantité fabriquée. (*production*)

« produit d’isolation en mousse » Produit qui contient l’un des types de mousse suivants ou qui en est composé :

a) mousse rigide à alvéoles fermées de polyuréthane, notamment la mousse à une et deux composantes appliquée en écume, en coulée, pulvérisée, injectée et en cordon et la mousse de polyisocyanurate;

b) panneaux de mousse rigide à alvéoles fermées de polystyrène;

c) mousse phénolique rigide à alvéoles fermées;

d) mousse rigide à alvéoles fermées de polyéthylène, lorsqu’une telle mousse possède la forme, l’épaisseur et le design permettant son utilisation comme produit d’isolation thermique autour de conduites utilisées pour les systèmes de chauffage, de plomberie, de réfrigération ou de procédés industriels. (*foam insulation product*)

« Protocole » Le *Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d’ozone (1987)*, publié par le Programme des Nations Unies pour l’environnement et signé par le Canada le 16 septembre 1987, avec ses modifications successives. (*Protocole*)

« quantité résiduelle » À l’égard d’une substance contrôlée, quantité qui reste dans un contenant après son utilisation et qui ne dépasse pas 10 % de la capacité totale en poids du contenant pour cette substance contrôlée. (*heel*)

« récupérée » Qualifie une substance contrôlée qui est :

a) soit recueillie après utilisation;

b) soit extraite de machines, d’équipements ou de contenants durant leur entretien ou avant leur élimination. (*recovered*)

« recyclée » Qualifie une substance contrôlée qui est récupérée, nettoyée au moyen d’une opération telle que le filtrage ou le séchage et réutilisée. Est comprise dans la présente définition la réutilisation pour recharger des équipements. (*recycled*)

« régénérée » Qualifie une substance contrôlée qui est récupérée, retraitée et améliorée au moyen d’opérations telles que le filtrage, le séchage, la distillation et le traitement chimique afin qu’elle puisse correspondre aux normes de réutilisation acceptées dans l’industrie. (*reclaimed*)

« substance contrôlée » Toute substance contrôlée indiquée à la colonne 2 de l’annexe 2, y compris ses isomères, sauf indication contraire, qu’elle se présente isolément ou dans un mélange. (*controlled substance*)

“unexpended consumption allowance” means the portion of a consumption allowance that has not been used during a year. (*allocation de consommation restante*)

“year” means a calendar year. (*année*)

« traitement en quarantaine » Application de bromure de méthyle sur une marchandise, un produit, une installation ou un moyen de transport afin d'empêcher la propagation de parasites justiciables de quarantaine, de les contrôler ou de les éliminer, lorsque cette application est une condition d'entrée imposée par la législation du pays importateur ou une exigence d'une loi canadienne. (*quarantine application*)

« traitement préalable à l'expédition » Application de bromure de méthyle sur une marchandise ou un produit entièrement destinés à l'exportation, ou sur un moyen de transport, qui est exigée par le pays importateur ou dans le cadre des programmes sanitaires ou phytosanitaires canadiens applicables aux exportations. (*pre-shipment application*)

« utilisation essentielle » Utilisation dont les Parties conviennent par Décision qu'elle est essentielle. (*essential use*)

NON-APPLICATION

2. These Regulations do not apply to a controlled substance if the controlled substance is produced incidentally in the manufacture of other chemical substances.

NON-APPLICATION

2. Le présent règlement ne s'applique pas aux substances contrôlées qui sont produites accidentellement dans la fabrication d'autres substances chimiques.

PART 1

CONTROLLED SUBSTANCES

Application

3. This Part applies to a controlled substance that is included in the definition of controlled substance in paragraph 4 of Article 1 of the Protocol as clarified by Decision I/12A as amended from time to time, and to methyl bromide even if contained in a manufactured product.

Prohibition

4. No person shall import or export a controlled substance other than HCFCs from or to a State that is not a Party.

Restrictions

5. (1) No person shall import a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance or a controlled substance for destruction without a permit issued under paragraph 33(1)(a).

(2) A person in possession of a quantity of a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance that was imported for reclamation in Canada and that cannot be exported back to the country of origin shall, within a reasonable time, destroy that quantity by using an efficient destruction technique in accordance with the *Code of Good Housekeeping Procedures* set out in section 5.5 of the Report of the Ad Hoc Technical Advisory Committee on Destruction Technologies or export it for destruction.

6. (1) No person shall export a controlled substance without a permit issued under paragraph 33(1)(b).

(2) Subsection (1) does not apply to a controlled substance that is a heel.

7. (1) No person shall manufacture, use, sell, offer for sale, import or export a controlled substance within a group set out in column 1 of an item of Schedule 4, on or after the date of prohibition set out in column 2 of that item.

(2) Subsection (1) does not apply if

(a) the controlled substance is recovered, recycled, reclaimed, already used or for destruction;

PARTIE 1

SUBSTANCES CONTRÔLÉES

Application

3. La présente partie s'applique aux substances contrôlées qui se retrouvent dans la définition de substance réglementée au paragraphe 4 de l'article 1 du Protocole, précisée par la Décision I/12A avec ses modifications successives, et au bromure de méthyle même contenu dans un produit fabriqué.

Interdiction

4. Il est interdit d'importer ou d'exporter une substance contrôlée autre qu'un HCFC en provenance ou à destination d'un État non Partie.

Restrictions

5. (1) Il est interdit d'importer une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée ou une substance contrôlée pour destruction, à moins d'être titulaire d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)a).

(2) Quiconque possède une quantité d'une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée qui a été importée pour régénération au Canada et qui ne peut être exportée vers le pays d'origine doit, dans un délai raisonnable, la détruire au moyen d'une technique de destruction efficace selon le *Code of Good Housekeeping Procedures* énoncé à la section 5.5 du rapport du Comité consultatif technique spécial chargé des techniques de destruction ou l'exporter pour destruction.

6. (1) Il est interdit d'exporter une substance contrôlée à moins d'être titulaire d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)b).

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une substance contrôlée qui est une quantité résiduelle.

7. (1) Il est interdit de fabriquer, d'utiliser, de vendre, de mettre en vente, d'importer ou d'exporter une substance contrôlée comprise dans un groupe visé à la colonne 1 de l'annexe 4, à compter de la date d'interdiction indiquée à la colonne 2.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

a) à une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée ou pour destruction;

- (b) the person uses, sells or offers for sale
- (i) a controlled substance that was manufactured or imported before the date of its prohibition,
 - (ii) a controlled substance that is set out in column 2 of an item of Schedule 3 for a purpose set out in column 3 of that item, if
 - (A) the substance was manufactured or imported under a permit issued under paragraph 33(1)(c), and
 - (B) the person has completed a declaration, in the form approved by the Minister, in which the person undertakes to use the substance for that purpose only and to sell or otherwise supply any of the substance only to another person who has also completed a declaration, or
 - (iii) carbon tetrachloride that was manufactured or imported in 1995
 - (A) for use in chlor-alkali plants as diluent for nitrogen trichloride to prevent explosions, or
 - (B) for use in a laboratory, as feedstock or as an analytical standard;
- (c) the person manufactures or imports, under a permit issued under paragraph 33(1)(c), a controlled substance set out in column 2 of an item of Schedule 3 for a purpose set out in column 3 of that item;
- (d) the person exports for a purpose set out in column 3 of Schedule 3, under a permit issued under paragraph 33(1)(b), a controlled substance that was previously manufactured or imported under a permit issued under paragraph 33(1)(c);
- (e) the person exports a controlled substance under a permit issued under paragraph 33(1)(b) and the substance was imported by mistake or without the importer's consent; or
- (f) the person exports a controlled substance that is a heel.

8. (1) Subject to subsections (3) and (5), no person shall manufacture HCFCs or methyl bromide.

(2) Subject to subsections (3) to (5), no person shall import HCFCs or methyl bromide unless it is recovered, recycled, reclaimed or already used or for destruction.

- (3) A person may manufacture or import HCFCs in a year if
- (a) the person has been informed in writing by the Minister of their initial consumption allowance of HCFCs and the authorized sector for the year;
 - (b) the person has been issued a permit for the year under paragraph 33(1)(d) and has been informed in writing by the Minister as to the authorized sector;
 - (c) the person has been informed in writing by the Minister of their baseline consumption allowance of HCFCs and the authorized sector for the year; or
 - (d) the person has been informed in writing by the Minister that a transfer to them of unexpended consumption allowance of HCFCs for the year is allowed under subsection 12(3).
- (4) A person may import methyl bromide during a year if
- (a) the person
 - (i) during 1991, 1992 or 1993, applied methyl bromide as a fumigant, used methyl bromide for non-fumigant purposes or used the services of a foreign applicator who applied the methyl bromide as a fumigant on the person's behalf, and

b) à une personne qui utilise, vend ou met en vente une substance contrôlée qui :

- (i) soit était fabriquée ou importée avant la date d'interdiction,
- (ii) soit figure à la colonne 2 de l'annexe 3, à l'une des fins visées à la colonne 3, lorsque :

(A) cette substance contrôlée est fabriquée ou importée aux termes d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)c),

(B) la personne a rempli une déclaration présentée en la forme approuvée par le ministre dans laquelle elle s'engage à n'utiliser cette substance qu'à cette fin et à ne fournir la substance par la vente ou autrement qu'aux personnes ayant rempli une telle déclaration,

(iii) soit est du tétrachlorure de carbone fabriqué ou importé en 1995 à l'une des fins suivantes :

(A) utilisation dans les fabriques de chlore en tant que diluant du trichlorure d'azote pour prévenir les explosions,

(B) utilisation dans les laboratoires, en tant que matière première ou en tant qu'étalon analytique;

c) à une personne qui fabrique ou importe une substance contrôlée figurant à la colonne 2 de l'annexe 3, à l'une des fins visées à la colonne 3, aux termes d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)c);

d) à une personne qui exporte aux termes d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)b) une substance qui a été fabriquée ou importée aux termes d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)c), lorsque cette substance est exportée à l'une des fins visées à la colonne 3 de l'annexe 3;

e) à une personne qui exporte une substance contrôlée aux termes d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)b), lorsque cette substance a été importée par erreur ou sans le consentement de l'importateur;

f) à une personne qui exporte une substance contrôlée qui est une quantité résiduelle.

8. (1) Sous réserve des paragraphes (3) et (5), il est interdit de fabriquer des HCFC ou du bromure de méthyle.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (5), il est interdit d'importer des HCFC ou du bromure de méthyle sauf pour une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée ou pour destruction.

(3) Toute personne peut fabriquer ou importer des HCFC au cours d'une année si, selon le cas :

a) elle a été informée par écrit par le ministre de son allocation de consommation initiale et du domaine autorisé pour l'année;

b) elle est titulaire d'un permis délivré pour l'année en vertu de l'alinéa 33(1)d) et a été informée par écrit par le ministre et du domaine autorisé;

c) elle a été informée par écrit par le ministre de son allocation de consommation de base de HCFC et du domaine autorisé pour l'année;

d) elle a été informée par écrit par le ministre qu'une cession d'allocation de consommation restante de HCFC lui est accordée pour l'année en vertu du paragraphe 12(3).

(4) Toute personne peut importer du bromure de méthyle au cours d'une année si, selon le cas :

a) elle satisfait aux conditions suivantes :

- (i) en 1991, 1992 ou 1993, elle a appliqué du bromure de méthyle comme fumigant, l'a utilisé autrement que comme fumigant ou a chargé une personne d'un pays étranger de l'appliquer, pour son compte, comme fumigant,

(ii) has been informed in writing by the Minister of their baseline consumption allowance of methyl bromide for the year; or

(b) the person has been informed in writing by the Minister that a transfer to them of unexpended consumption allowance of methyl bromide for the year is allowed under subsection 12(3).

(5) A person may manufacture or import a controlled substance referred to in column 2 of item 5 or 6 of Schedule 3 for a purpose set out in column 3 of that item if the person has been issued a permit under paragraph 33(1)(c).

9. A person in possession of a quantity of a controlled substance that is set out in column 2 of an item of Schedule 3, that was manufactured or imported under a permit issued under paragraph 33(1)(c) and is no longer needed for a purpose set out in column 3 of that item shall, within a reasonable time,

(a) destroy that quantity by using an efficient destruction technique referred to in subsection 5(2);

(b) export that quantity for destruction or for use for a purpose set out in column 3 of that item; or

(c) include that quantity as part of their calculated level of consumption, where doing so would not result in their consumption allowance being exceeded.

Consumption Allowance

10. (1) Subject to subsection (2), a person's initial consumption allowance of HCFCs for an authorized sector for each year that falls within the period that begins January 1, 1996 and ends December 31, 1999 is the sum of

(a) the person's calculated level of consumption of HCFCs for that sector for 1994, and

(b) the calculated level of the quantity of HCFCs that is equivalent to the person's consumption of CFCs for that sector in 1994 for which it was determined by the Minister, based on the information received in response to a notice published or sent under section 16 or 18 of the Act, that those CFCs will be replaced by HCFCs.

(2) A person's initial consumption allowance of HCFCs for a year referred to in subsection (1) is zero unless the person provides, before December 1 in the previous year, information about the manufacture, importation and use of HCFCs and CFCs for 1994 as required by a notice published or sent under section 16 or 18 of the Act.

(3) A person's initial consumption allowance of HCFCs for an authorized sector for each year that falls within the period that begins

(a) on January 1, 2000 and ends on December 31, 2003 is the average of their calculated level of consumption of HCFCs for that sector for 1997 and 1998;

(b) on January 1, 2004 and ends on December 31, 2009 is the average of their calculated level of consumption of HCFCs for that sector for 2001 and 2002 multiplied by 65%;

(c) on January 1, 2010 and ends on December 31, 2014 is the average of their calculated level of consumption of HCFCs for that sector for 2007 and 2008 multiplied by 35%;

(d) on January 1, 2015 and ends on December 31, 2019 is the average of their calculated level of consumption of HCFCs for that sector for 2012 and 2013 multiplied by 10%; and

(e) on January 1, 2020 and ends on December 31, 2029 is the average of their calculated level of consumption of HCFCs for that sector for 2017 and 2018 multiplied by 0.5%.

(ii) elle a été informée par écrit par le ministre de son allocation de consommation de base de bromure de méthyle pour l'année;

b) elle a été informée par écrit par le ministre qu'une cession d'allocation de consommation restante de bromure de méthyle lui est accordée pour l'année en vertu du paragraphe 12(3).

(5) Toute personne peut fabriquer ou importer une substance contrôlée qui figure aux articles 5 ou 6 de la colonne 2 de l'annexe 3, à l'une des fins visées à la colonne 3, si elle est titulaire d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)c).

9. Quiconque possède une quantité d'une substance contrôlée qui figure à la colonne 2 de l'annexe 3, qui a été fabriquée ou importée aux termes d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)c) et qui n'est plus nécessaire à l'une des fins visées à la colonne 3 doit, dans un délai raisonnable :

a) soit la détruire au moyen d'une technique de destruction efficace visée au paragraphe 5(2);

b) soit l'exporter pour destruction ou pour utilisation à l'une des fins visées à la colonne 3;

c) soit l'inclure dans son niveau calculé de consommation sans toutefois que celui-ci excède son allocation de consommation.

Allocation de consommation

10. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'allocation de consommation initiale de HCFC d'une personne à l'égard d'un domaine autorisé pour chaque année comprise dans la période commençant le 1^{er} janvier 1996 et se terminant le 31 décembre 1999 est la somme :

a) de son niveau calculé de consommation de HCFC à l'égard du domaine autorisé pour l'année 1994;

b) du niveau calculé de la quantité de HCFC qui est équivalent à sa consommation de CFC à l'égard du domaine autorisé pour l'année 1994, pour laquelle le ministre détermine, selon les renseignements reçus en réponse à un avis rendu public ou envoyé en vertu des articles 16 ou 18 de la Loi, que ces CFC seront remplacés par des HCFC.

(2) L'allocation de consommation initiale de HCFC d'une personne pour une année visée au paragraphe (1) est de zéro, sauf si elle a fourni, avant le 1^{er} décembre de l'année précédente, les renseignements à l'égard de la fabrication, de l'importation et de l'utilisation des HCFC et des CFC pour l'année 1994 qui sont exigés par un avis rendu public ou envoyé en vertu des articles 16 ou 18 de la Loi.

(3) L'allocation de consommation initiale de HCFC d'une personne à l'égard d'un domaine autorisé pour chaque année comprise dans la période :

a) commençant le 1^{er} janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2003 est la moyenne de ses niveaux calculés de consommation de HCFC à l'égard du domaine autorisé pour les années 1997 et 1998;

b) commençant le 1^{er} janvier 2004 et se terminant le 31 décembre 2009 est la moyenne de ses niveaux calculés de consommation de HCFC à l'égard du domaine autorisé pour les années 2001 et 2002 multipliée par 65 %;

c) commençant le 1^{er} janvier 2010 et se terminant le 31 décembre 2014 est la moyenne de ses niveaux calculés de consommation de HCFC à l'égard du domaine autorisé pour les années 2007 et 2008 multipliée par 35 %;

d) commençant le 1^{er} janvier 2015 et se terminant le 31 décembre 2019 est la moyenne de ses niveaux calculés de consommation de HCFC à l'égard du domaine autorisé pour les années 2012 et 2013 multipliée par 10 %;

(4) When the sum of all initial consumption allowances of HCFCs and all calculated levels of consumption allowed under permits issued under paragraph 33(1)(d) reaches 90% of Canada's maximum consumption of HCFCs for a year within one of the periods described in subsection (1) or (3), the baseline consumption allowance of HCFCs for a person for an authorized sector for the year and each subsequent year in that period is the sum of

- (a) the person's initial consumption allowance of HCFCs for that sector for the year,
- (b) the person's calculated level of consumption for the year allowed under permits issued under paragraph 33(1)(d) for that sector, and
- (c) the result obtained by multiplying the remainder of Canada's maximum consumption of HCFCs for the year by the ratio of
 - (i) the sum of the person's initial consumption allowance of HCFCs for the year and the person's calculated level of consumption for the year allowed under permits issued under paragraph 33(1)(d) for that sector

to

- (ii) the sum of all initial consumption allowances of HCFCs and all calculated levels of consumption allowed under permits issued under paragraph 33(1)(d) for the year.

(5) Where a person has an initial consumption allowance of HCFCs or a permit issued under paragraph 33(1)(d) for an authorized sector for a year, the baseline consumption allowance under subsection (4) for that sector for the year replaces that initial consumption allowance or that permit.

(6) Subject to subsection (7), a person's baseline consumption allowance of methyl bromide for a year is the product obtained by multiplying Canada's maximum consumption of methyl bromide for that year by the ratio of

- (a) the average amount of methyl bromide applied or used by that person or applied as a fumigant by a foreign applicator on that person's behalf in 1991, 1992 and 1993

to

- (b) the difference between
 - (i) the average amount of methyl bromide applied or used in Canada in those years, not including in the calculation any quantities used for quarantine applications, pre-shipment applications or feedstock, and
 - (ii) any quantities applied or used by, or applied as a fumigant by foreign applicators on behalf of, persons referred to in subsection (7) in those years.

(7) A person's baseline consumption allowance of methyl bromide for a year is zero if

- (a) the person has not provided, before December 1 in the previous year, information about the importation, distribution, application and use of methyl bromide for 1991, 1992 and 1993 as required by a notice published or sent under section 16 or 18 of the Act;
- (b) the person has not provided, before December 1 in the previous year, the annual report about methyl bromide referred to in subsection 16(1) for the year preceding the previous year; or

e) commençant le 1^{er} janvier 2020 et se terminant le 31 décembre 2029 est la moyenne de ses niveaux calculés de consommation de HCFC à l'égard du domaine autorisé pour les années 2017 et 2018 multipliée par 0,5 %.

(4) Lorsque la somme de toutes les allocations de consommation initiales de HCFC et de tous les niveaux calculés de consommation autorisés par les permis délivrés en vertu de l'alinéa 33(1)d) atteint 90 % de la consommation canadienne maximale de HCFC pour une année comprise dans l'une des périodes visées aux paragraphes (1) ou (3), l'allocation de consommation de base de HCFC d'une personne à l'égard du domaine autorisé pour l'année et chaque année subséquente comprise dans cette période est la somme :

- a) de son allocation de consommation initiale de HCFC à l'égard du domaine autorisé pour l'année;
- b) de son niveau calculé de consommation pour l'année autorisé par les permis délivrés en vertu de l'alinéa 33(1)d) à l'égard du domaine autorisé;
- c) du produit du reste de la consommation canadienne maximale de HCFC pour l'année par le rapport entre :

- (i) la somme de son allocation de consommation initiale de HCFC pour l'année et de son niveau calculé de consommation pour cette même année qui est autorisé par les permis délivrés en vertu de l'alinéa 33(1)d) à l'égard du domaine autorisé,

- (ii) la somme de toutes les allocations de consommation initiales de HCFC et de tous les niveaux calculés de consommation autorisés par les permis délivrés en vertu de l'alinéa 33(1)d) pour l'année.

(5) Dans le cas où la personne dispose d'une allocation de consommation initiale de HCFC ou est titulaire d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)d) à l'égard d'un domaine autorisé pour une année, son allocation de consommation de base selon le paragraphe (4) à l'égard de ce domaine pour cette année remplace son allocation de consommation initiale ou son permis, selon le cas.

(6) Sous réserve du paragraphe (7), l'allocation de consommation de base de bromure de méthyle d'une personne pour une année est le produit de la consommation canadienne maximale de bromure de méthyle pour cette année par le rapport entre :

- a) la quantité moyenne de bromure de méthyle appliquée ou utilisée par elle ou appliquée comme fumigant pour son compte par une personne d'un pays étranger au cours des années 1991, 1992 et 1993;

b) la différence entre :

- (i) la quantité moyenne de bromure de méthyle appliquée ou utilisée au Canada au cours de ces années, abstraction faite dans ce calcul des quantités utilisées pour les traitements en quarantaine, pour les traitements préalables à l'expédition ou comme matière première,

- (ii) les quantités appliquées ou utilisées par les personnes visées au paragraphe (7) ou appliquées comme fumigant pour leur compte par des personnes d'un pays étranger de celles-ci au cours de ces années.

(7) L'allocation de consommation de base de bromure de méthyle d'une personne pour une année est de zéro si, selon le cas :

- a) elle n'a pas fourni, avant le 1^{er} décembre de l'année précédente, les renseignements à l'égard de l'importation, de la distribution, de l'application et de l'utilisation du bromure de méthyle pour les années 1991, 1992, 1993 qui sont exigés dans un avis rendu public ou envoyé en vertu des articles 16 ou 18 de la Loi;
- b) elle n'a pas fourni, avant le 1^{er} décembre de l'année précédente, le rapport annuel à l'égard du bromure de méthyle

(c) the person has provided to the Minister, before December 1 in the previous year, notice in writing in the form approved by the Minister in which the person states their intention to give up their allowance.

Adjustments to Consumption Allowance

11. (1) Subject to subsection (2), the Minister shall, on application for an adjustment in the form approved by the Minister by a person who has a consumption allowance for a group of controlled substances mentioned in a schedule to these Regulations, increase that consumption allowance for a year and inform the person in writing of the increase, if

- (a) during the year, a quantity of a controlled substance within the group has been exported by a person who does not have a consumption allowance for that group;
- (b) the controlled substance exported was not a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance;
- (c) the increase will not affect Canada's ability to meet its obligations under Article 2 of the Protocol; and
- (d) the controlled substances within the group are needed for use in Canada.

(2) The amount by which a person's consumption allowance is increased for a year under subsection (1), or the total of all such amounts where more than one person's consumption allowance is increased, shall not exceed the sum of the calculated levels of exportation of all controlled substances within the group that are exported during the year by persons who do not have a consumption allowance for that group.

Transfers of Consumption Allowance

12. (1) No person who has a consumption allowance for a group of controlled substances for a year shall transfer all or any portion of the person's consumption allowance for that year unless the Minister allows the transfer under subsection (3) and so informs the transferor and the transferee in writing.

(2) Where a transfer is proposed, the transferor and transferee shall apply to the Minister in the form approved by the Minister.

(3) The Minister shall allow a transfer

- (a) if the transferor's unexpended consumption allowance is not less than the quantity of the proposed transfer;
- (b) in the case of HCFCs, if the transferee undertakes to use the consumption allowance for the same authorized sector as the transferor used it; and
- (c) in the case of HCFCs, if the transferor has
 - (i) an initial consumption allowance, or
 - (ii) a baseline consumption allowance that replaces their initial consumption allowance.

(4) Where the Minister has allowed a transfer and discovers that the transferor did not comply with paragraph (3)(a) or (c) or that the transferee breached the undertaking referred to in paragraph (3)(b), the Minister shall transfer from the transferee back to the transferor any of the unexpended consumption allowance unused by the transferee.

13. No person who has a consumption allowance for a group of controlled substances for a year shall transfer all or any portion of the person's consumption allowance in excess of the person's unexpended consumption allowance for the year.

visé au paragraphe 16(1) pour l'année précédant l'année précédente;

c) elle a renoncé à son allocation en faisant parvenir au ministre par écrit en la forme approuvée par celui-ci, avant le 1^{er} décembre de l'année précédente, un avis de renonciation.

Rajustement de l'allocation de consommation

11. (1) Sous réserve du paragraphe (2), sur réception de la demande de rajustement en la forme approuvée par le ministre, celui-ci augmente l'allocation de consommation relativement à un groupe de substances contrôlées du demandeur pour une année et l'en informe par écrit dans les cas suivants :

- a) une quantité d'une substance contrôlée comprise dans le groupe est exportée au cours de l'année par une personne ne disposant pas d'une allocation de consommation relativement à ce groupe;
- b) la substance contrôlée exportée n'est pas une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée;
- c) l'augmentation n'a pas d'incidence sur la capacité du Canada de s'acquitter de ses obligations découlant de l'article 2 du Protocole;
- d) les substances contrôlées comprises dans le groupe sont nécessaires aux fins d'utilisation au Canada.

(2) L'augmentation de l'allocation de consommation d'une personne pour une année en vertu du paragraphe (1), ou le total des augmentations si l'allocation de consommation de plus d'une personne est augmentée, ne doit pas dépasser la somme des niveaux calculés d'exportation de toutes les substances contrôlées comprises dans le groupe et exportées au cours de cette année par des personnes ne disposant pas d'une allocation de consommation relativement à ce groupe.

Cession de l'allocation de consommation

12. (1) Il est interdit de céder la totalité ou une fraction d'une allocation de consommation relativement à un groupe de substances contrôlées pour une année sans l'autorisation écrite du ministre en vertu du paragraphe (3) au cédant et au cessionnaire.

(2) Le cédant et le cessionnaire présentent au ministre leur projet de cession en la forme approuvée par celui-ci.

(3) Le ministre autorise la cession si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le cédant dispose d'une allocation de consommation restante au moins égale à la quantité visée par la cession proposée;
- b) s'il s'agit de HCFC, le cessionnaire s'engage à utiliser l'allocation de consommation dans le même domaine autorisé que le cédant;
- c) s'il s'agit de HCFC, le cédant dispose :
 - (i) soit d'une allocation de consommation initiale,
 - (ii) soit d'une allocation de consommation de base qui a remplacé son allocation de consommation initiale.

(4) Lorsqu'il constate, après avoir autorisé la cession, que le cédant ne s'est pas conformé aux alinéas (3)a) ou c) ou que le cessionnaire ne respecte pas l'engagement visé à l'alinéa (3)b), le ministre retourne au cédant toute allocation de consommation restante inutilisée par le cessionnaire.

13. Il est interdit à toute personne de céder la totalité ou une fraction de son allocation de consommation relativement à un groupe de substances contrôlées pour une année qui est supérieure à son allocation de consommation restante pour l'année.

14. When the Minister allows the transfer of a consumption allowance under subsection 12(3),

(a) the consumption allowance of the transferor for a group of controlled substances is the transferor's consumption allowance before the transfer less the portion of consumption allowance transferred; and

(b) the consumption allowance of the transferee for a group of controlled substances is the sum of the transferee's consumption allowance, if any, before the transfer and the portion of the consumption allowance transferred.

Restrictions on Manufacture, Import and Export

15. (1) No person who has a consumption allowance or who holds a permit issued under paragraph 33(1)(d) for a group of controlled substances shall have, during a year, a calculated level of consumption for the group that exceeds the consumption allowance or the calculated level of consumption allowed under the permit for the year.

(2) If a person destroys a controlled substance within a group by using an efficient destruction technique referred to in subsection 5(2), or uses a controlled substance within a group as feed-stock, the person's calculated level of production for the group is reduced by the quantity so destroyed or used.

(3) If a person imports or exports a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance within a group, the quantity imported or exported shall not be included in the person's calculated level of consumption for the group.

(4) No person shall, for a year, add to a consumption allowance any unexpended consumption allowance from a previous year.

Reporting

16. (1) Every person who in a year has a consumption allowance or has been issued a permit referred to in this Part shall submit to the Minister, in the form approved by the Minister, an annual report.

(2) After December 31, 1998, a person who imports or exports a recovered, recycled, reclaimed or already used substance, other than methyl bromide or HCFCs, shall submit to the Minister a quarterly report in the form approved by the Minister and a copy of Canada Customs Coding Forms B3 and B13.

(3) An annual report referred to in subsection (1) shall be submitted within 30 days after the last day of the previous year whether or not manufacturing, importing or exporting took place during the year.

(4) A quarterly report referred to in subsection (2) shall be submitted within 30 days after the last day of the previous quarter whether or not importing or exporting took place during the quarter.

(5) A person who manufactures, uses, sells, offers for sale, imports or exports a controlled substance shall, if the Minister requests it, provide to the Minister any information required to meet Canada's obligations under the Protocol within the time mentioned in the request.

Maintenance of Records

17. (1) Every person who, during a year, manufactures, imports or exports a controlled substance shall

14. Lorsque le ministre autorise la cession d'une allocation de consommation visée au paragraphe 12(3) :

a) l'allocation de consommation du cédant relativement à un groupe de substances contrôlées pour l'année correspond à celle dont il disposait avant la cession moins la fraction de l'allocation cédée;

b) l'allocation de consommation du cessionnaire relativement à un groupe de substances contrôlées pour l'année correspond à la somme de celle dont il disposait, le cas échéant, avant la cession, et de la fraction de l'allocation cédée.

Restrictions relatives à la fabrication, à l'importation et à l'exportation

15. (1) Il est interdit à quiconque dispose d'une allocation de consommation relativement à un groupe de substances contrôlées ou est titulaire d'un permis délivré à l'égard de celui-ci en vertu de l'alinéa 33(1)d) de posséder, au cours d'une année, un niveau calculé de consommation relativement à ce groupe supérieur à cette allocation de consommation ou au niveau calculé de consommation autorisé par ce permis pour cette année.

(2) Lorsqu'une personne détruit une substance contrôlée comprise dans un groupe au moyen d'une technique de destruction efficace visée au paragraphe 5(2) ou l'utilise comme matière première, son niveau calculé de production relativement à ce groupe est réduit de la quantité ainsi détruite ou utilisée.

(3) Lorsqu'une personne importe ou exporte une substance contrôlée comprise dans un groupe qui est récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée, la quantité importée ou exportée ne peut être incluse dans son niveau calculé de consommation relativement à ce groupe.

(4) Il est interdit d'ajouter à son allocation de consommation, pour une année, toute allocation de consommation restante d'une année précédente.

Rapports

16. (1) Quiconque dispose d'une allocation de consommation ou est titulaire d'un permis mentionné dans la présente partie présente au ministre un rapport annuel, en la forme approuvée par celui-ci.

(2) À compter du 1^{er} janvier 1999, quiconque importe ou exporte une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée, autre que des HCFC ou du bromure de méthyle, présente au ministre un rapport trimestriel, en la forme approuvée par celui-ci, et une copie des formules de codage B3 et B13 de Douanes Canada.

(3) Le rapport annuel prévu au paragraphe (1) doit être présenté dans les 30 jours suivant le dernier jour de l'année précédente, qu'il y ait eu ou non fabrication, importation ou exportation au cours de l'année.

(4) Le rapport trimestriel prévu au paragraphe (2) doit être présenté dans les 30 jours suivant le dernier jour du trimestre précédent, qu'il y ait eu ou non importation ou exportation au cours du trimestre.

(5) Quiconque fabrique, utilise, vend, met en vente, importe ou exporte une substance contrôlée fournit au ministre, sur demande, dans un délai imparti, tout renseignement exigé dans la demande pour satisfaire aux obligations du Canada en vertu du Protocole.

Tenue des registres

17. (1) Quiconque, au cours d'une année, fabrique, importe ou exporte une substance contrôlée doit :

(a) maintain records for the year containing the applicable information specified in Schedule 6; and

(b) keep the records at a place in Canada for a period of five years after the records are made.

(2) Where a controlled substance set out in column 2 of an item of Schedule 3 was manufactured or imported under a permit issued under paragraph 33(1)(c) for a purpose set out in column 3 of that item, every person who, during a year, uses, sells or offers for sale that controlled substance for that purpose shall

(a) maintain records for the year containing the applicable information specified in Schedule 6; and

(b) keep the records at a place in Canada for a period of five years after the records are made.

(3) Every person who, during a year, imports or exports a controlled substance shall provide a copy of their permit, or of the Minister's written confirmation of their consumption allowance to an officer as defined under the *Customs Act* who requests it.

(4) Every person referred to in subsections (1) and (2) shall, on request from the Minister, submit to the Minister the applicable information specified in Schedule 6.

a) tenir, pour l'année, des registres renfermant les renseignements pertinents visés à l'annexe 6;

b) conserver ces registres au Canada pendant cinq ans après l'inscription des renseignements.

(2) Dans le cas où une substance contrôlée figurant à la colonne 2 de l'annexe 3 a été fabriquée ou importée à l'une des fins visées à la colonne 3 aux termes d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)c), quiconque, au cours d'une année, utilise, vend ou met en vente cette substance contrôlée à cette fin doit :

a) tenir, pour l'année, des registres renfermant les renseignements pertinents visés à l'annexe 6;

b) conserver ces registres au Canada pendant cinq ans après l'inscription des renseignements.

(3) Quiconque, au cours d'une année, importe ou exporte une substance contrôlée doit remettre aux agents des douanes au sens de la *Loi sur les douanes*, à leur demande, une copie de son permis ou de la lettre du ministre confirmant son allocation de consommation.

(4) Toute personne visée aux paragraphes (1) et (2) doit, à la demande du ministre, lui transmettre les renseignements pertinents visés à l'annexe 6.

PART 2

SPECIFIC USES OF CONTROLLED SUBSTANCES

Restrictions on CFCs, Bromofluorocarbons, Tetrachloromethane or 1,1,1-trichloroethane

18. (1) No person shall manufacture or import a product that contains or is intended to contain any CFC, bromofluorocarbon, tetrachloromethane or 1,1,1-trichloroethane.

(2) No person shall manufacture or import any plastic foam product in which any CFC has been used as a foaming agent.

19. No person shall sell or offer for sale

(a) a pressurized container that contains 10 kg or less of any CFC; or

(b) a container or packaging material for food or beverages that is made of plastic foam in which any CFC has been used as a foaming agent.

20. (1) Subsection 18(1) does not apply in respect of

(a) a military vessel, boat, or craft before January 1, 2003; or

(b) fire extinguishing equipment that contains or is intended to contain any bromofluorocarbon and is for use in aircraft or military ships or vehicles if the equipment is imported from a Party.

(2) Subsection 18(1) does not apply in respect of aircraft, ships or any vehicle acquired before the coming into force of these Regulations.

(3) Section 18 does not apply in respect of a product imported in a consignment of personal or household effects and intended for the importer's personal use only.

(4) Subsection 18(1) and paragraph 19(a) do not apply in respect of a product that is an animal or human health care product, including any bronchial dilator, inhalable steroid, topical anaesthetic and veterinary powder wound spray.

PARTIE 2

UTILISATIONS SPÉCIFIQUES DE SUBSTANCES CONTRÔLÉES

Restrictions sur les CFC, les bromofluorocarbures, le tétrachlorométhane et le 1,1,1-trichloroéthane

18. (1) Il est interdit de fabriquer ou d'importer tout produit qui contient ou est destiné à contenir des CFC, des bromofluorocarbures, du tétrachlorométhane ou du 1,1,1-trichloroéthane.

(2) Il est interdit de fabriquer ou d'importer tout produit de mousse plastique dans la fabrication duquel des CFC servent d'agent de gonflement.

19. Il est interdit de vendre ou de mettre en vente :

a) tout récipient sous pression qui contient 10 kg ou moins de CFC;

b) tout contenant ou produit d'emballage de mousse plastique pour aliments ou boissons dans la fabrication duquel des CFC servent d'agent de gonflement.

20. (1) Le paragraphe 18(1) ne s'applique pas :

a) aux bâtiments, bateaux ou embarcations militaires avant le 1^{er} janvier 2003;

b) à l'équipement d'extinction d'incendie qui contient ou est destiné à contenir des bromofluorocarbures pour utilisation dans un navire ou un véhicule militaire ou les aéronefs, si cet équipement est importé d'une Partie.

(2) Le paragraphe 18(1) ne s'applique pas aux aéronefs, navires ou véhicules acquis avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

(3) L'article 18 ne s'applique pas aux produits importés contenus dans un envoi d'effets personnels ou ménagers et destinés à l'usage personnel de l'importateur.

(4) Le paragraphe 18(1) et l'alinéa 19a) ne s'appliquent pas aux produits destinés aux soins des êtres humains ou des animaux, y compris les dilateurs de bronches, les stéroïdes pris par inhalation, les anesthésiques locaux et les vaporisateurs de poudre utilisée en médecine vétérinaire sur les blessures.

(5) Subsection 18(1) and paragraph 19(a) do not apply in respect of a CFC or a product, as the case may be, that is contained in a container of 3 L or less and that is to be used for an essential use that is a laboratory or analytical use.

(6) Subsection 18(1) and paragraph 19(a) do not apply in respect of a CFC contained in a pressurized container where the CFC is

- (a) in any of the following azeotropic mixtures, namely,
 - (i) refrigerant 500 (CFC-12/HFC-152a),
 - (ii) refrigerant 501 (CFC-12/HCFC-22),
 - (iii) refrigerant 502 (HCFC-22/CFC-115), and
 - (iv) refrigerant 504 (HFC-32/CFC-115); or
- (b) a recovered CFC that is sold to be recycled or reclaimed and that will be used as a refrigerant.

21. (1) No person shall export to a Party operating under paragraph 1 of Article 5 of the Protocol, a product that contains or is intended to contain any CFC, bromofluorocarbon, tetrachloromethane or 1,1,1-trichloroethane without a permit issued under paragraph 33(1)(e).

(2) Subsection (1) does not apply in respect of fire extinguishing equipment that is to be used in aircraft, military ships or vehicles.

Restrictions on HCFCs

22. No person shall manufacture, use, sell, offer for sale or import any HCFC or any product that contains or is intended to contain any HCFC if the HCFC or the product is for use in areas of application in which a controlled substance has never been used in Canada.

23. (1) On or after January 1, 1999, no person shall manufacture or import a pressurized container that contains 2 kg or less of any HCFC.

(2) On or after January 1, 2000, no person shall offer for sale or sell a pressurized container that contains 2 kg or less of any HCFC.

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of an HCFC or a product that is

- (a) a mold release agent used in the production of plastic and elastomeric materials;
- (b) a spinnerette lubricant or cleaning spray used in the production of synthetic fibers;
- (c) a document preservation spray;
- (d) fire extinguishing equipment used for non-residential applications;
- (e) a wasp and hornet spray for use near power lines; or
- (f) a foam insulation product.

(4) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of a product that is an animal or human health care product, including any bronchial dilator, inhalable steroid, topical anaesthetic and veterinary powder wound spray.

(5) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of an HCFC or a product that is to be used in a laboratory or for analysis.

24. (1) On or after January 1, 1999, no person shall manufacture or import any plastic foam product in which any HCFC has been used as a foaming agent.

- (2) Subsection (1) does not apply to a product that is
 - (a) a foam insulation product; or

(5) Le paragraphe 18(1) et l'alinéa 19a) ne s'appliquent pas aux CFC et aux produits qui sont contenus dans un récipient de 3 L ou moins et qui sont pour des utilisations essentielles par les laboratoires ou à des fins d'analyse.

(6) Le paragraphe 18(1) et l'alinéa 19a) ne s'appliquent pas aux CFC contenus dans un récipient sous pression qui :

- a) se trouvent dans l'un des mélanges azéotropes suivants :
 - (i) frigorigène 500 (CFC-12/HFC-152a),
 - (ii) frigorigène 501 (CFC-12/HCFC-22),
 - (iii) frigorigène 502 (HCFC-22/CFC-115),
 - (iv) frigorigène 504 (HFC-32/CFC-115);
- b) sont des CFC récupérés qui sont vendus pour être recyclés ou régénérés et qui serviront de frigorigènes.

21. (1) Il est interdit d'exporter vers une Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole tout produit qui contient ou est destiné à contenir des CFC, des bromofluorocarbures, du tétrachlorométhane ou du 1,1,1-trichloroéthane, à moins d'être titulaire d'un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)e).

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'équipement d'extinction d'incendie pour utilisation dans les aéronefs ou les navires ou véhicules militaires.

Restrictions sur les HCFC

22. Il est interdit de fabriquer, d'utiliser, de vendre, de mettre en vente ou d'importer tout HCFC ou tout produit qui en contient ou est destiné à en contenir dans les domaines où une substance contrôlée n'a jamais été utilisée au Canada.

23. (1) À compter du 1^{er} janvier 1999, il est interdit de fabriquer ou d'importer un récipient sous pression qui contient 2 kg ou moins de HCFC.

(2) À compter du 1^{er} janvier 2000, il est interdit de vendre ou de mettre en vente un récipient sous pression qui contient 2 kg ou moins de HCFC.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux HCFC et aux produits qui sont :

- a) un agent de démoulage utilisé dans la production de matières de plastiques et d'élastomères;
- b) un lubrifiant de buse à filer ou pulvérisateur de nettoyage utilisé dans la production de fibres synthétiques;
- c) un pulvérisateur de préservation de documents;
- d) de l'équipement d'extinction d'incendie utilisé pour des applications non résidentielles;
- e) un pulvérisateur pour guêpes et frelons pour utilisation près des lignes de distribution d'électricité;
- f) un produit d'isolation en mousse.

(4) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux produits destinés aux soins des êtres humains ou des animaux, y compris les dilateurs de bronches, les stéroïdes pris par inhalation, les anesthésiques locaux et les vaporisateurs de poudre utilisée en médecine vétérinaire sur les blessures.

(5) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux HCFC et aux produits qui sont destinés à être utilisés en laboratoire ou à des fins d'analyse.

24. (1) À compter du 1^{er} janvier 1999, il est interdit de fabriquer ou d'importer tout produit de mousse plastique dans la fabrication duquel des HCFC servent d'agent de gonflement.

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un produit :
 - a) d'isolation en mousse;

(b) a flexible polyurethane boardstock foam product.

25. On or after January 1, 2000, no person shall manufacture or import any flexible polyurethane boardstock foam product in which any HCFC has been used as a foaming agent.

26. (1) On or after January 1, 1999, no person shall manufacture or import for use in industrial cleaning HCFC-141b or any product that contains HCFC-141b.

(2) On or after January 1, 2000, no person shall

(a) use in industrial cleaning HCFC-141b or any product that contains HCFC-141b; or

(b) sell or offer for sale for use in industrial cleaning HCFC-141b or any product that contains HCFC-141b.

27. (1) On or after January 1, 2010 and until December 31, 2014, no person shall manufacture, use, sell, offer for sale or import HCFC-141b, HCFC-142b or HCFC-22.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the use of HCFC-141b, HCFC-142b or HCFC-22 as a refrigerant in a product manufactured before January 1, 2010.

(3) Subsection (1) does not apply in respect of the manufacture, sale, offer for sale or import of HCFC-141b, HCFC-142b or HCFC-22 for exportation or for use as a refrigerant in a product manufactured before January 1, 2010.

28. On or after January 1, 2010 and until December, 2019, no person shall manufacture or import any product that contains or is intended to contain HCFC-141b, HCFC-142b or HCFC-22.

29. (1) On or after January 1, 2015, no person shall manufacture, use, sell, offer for sale or import any HCFC.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of the use of any HCFC, other than HCFC-141b, HCFC-142b and HCFC-22, as a refrigerant in a product manufactured before January 1, 2020.

(3) Subsection (1) does not apply in respect of the manufacture, sale, offer for sale or import of any HCFC, other than HCFC-141b, HCFC-142b and HCFC-22, for exportation or for use as a refrigerant in a product manufactured before January 1, 2020.

30. On or after January 1, 2020, no person shall manufacture or import any product that contains or is intended to contain any HCFC.

Permit Exempting from Part 2

31. Despite any provision of this Part, a person may manufacture, use, sell, offer for sale, import or export a controlled substance or a product that contains or is intended to contain a controlled substance, if the person has been issued a permit to do so under paragraph 33(1)(f) for a use that is essential to the protection of human life or health.

PART 3

ISSUANCE OF PERMITS

32. A person may apply to the Minister, in the form approved by the Minister, for

b) de pain de mousse flexible de polyuréthane.

25. À compter du 1^{er} janvier 2000, il est interdit de fabriquer ou d'importer tout produit de pain de mousse flexible de polyuréthane dans la fabrication duquel des HCFC servent d'agent de gonflement.

26. (1) À compter du 1^{er} janvier 1999, il est interdit de fabriquer ou d'importer du HCFC-141b ou tout produit qui en contient pour utilisation dans le nettoyage industriel.

(2) À compter du 1^{er} janvier 2000, il est interdit :

a) d'utiliser du HCFC-141b ou tout produit qui en contient dans le nettoyage industriel;

b) de vendre ou de mettre en vente du HCFC-141b ou tout produit qui en contient pour utilisation dans le nettoyage industriel.

27. (1) À compter du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2014, il est interdit de fabriquer, d'utiliser, de vendre, de mettre en vente ou d'importer du HCFC-141b, du HCFC-142b ou du HCFC-22.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'utilisation du HCFC-141b, du HCFC-142b ou du HCFC-22 comme réfrigérant dans un produit fabriqué avant le 1^{er} janvier 2010.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la fabrication, à la vente, à la mise en vente ou à l'importation du HCFC-141b, du HCFC-142b ou du HCFC-22 pour exportation ou utilisation comme réfrigérant dans un produit fabriqué avant le 1^{er} janvier 2010.

28. À compter du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2019, il est interdit de fabriquer ou d'importer tout produit qui contient ou est destiné à contenir du HCFC-141b, du HCFC-142b ou du HCFC-22.

29. (1) À compter du 1^{er} janvier 2015, il est interdit de fabriquer, d'utiliser, de vendre, de mettre en vente ou d'importer des HCFC.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'utilisation des HCFC, autres que le HCFC-141b, le HCFC-142b et le HCFC-22, comme réfrigérant dans un produit fabriqué avant le 1^{er} janvier 2020.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la fabrication, à la vente, à la mise en vente ou à l'importation des HCFC, autres que le HCFC-141b, le HCFC-142b et le HCFC-22, pour exportation ou pour utilisation comme réfrigérant dans un produit fabriqué avant le 1^{er} janvier 2020.

30. À compter du 1^{er} janvier 2020, il est interdit de fabriquer ou d'importer tout produit qui contient ou est destiné à contenir des HCFC.

Exemption

31. Malgré toute autre disposition de la présente partie, toute personne peut fabriquer, utiliser, vendre, mettre en vente, importer ou exporter une substance contrôlée ou un produit qui contient ou est destiné à contenir une substance contrôlée, si elle y est autorisée par un permis délivré en vertu de l'alinéa 33(1)f) pour une utilisation qui est essentielle à la protection de la vie ou de la santé humaines.

PARTIE 3

DÉLIVRANCE DE PERMIS

32. Toute personne peut présenter au ministre une demande de permis, en la forme approuvée par celui-ci, dans les cas suivants :

- (a) a permit to import a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance or a controlled substance for destruction, as referred to in subsection 5(1);
- (b) a permit to export a controlled substance as referred to in section 6 or paragraph 7(2)(d) or (e);
- (c) a permit to manufacture or import a controlled substance set out in column 2 of an item of Schedule 3 for a purpose set out in column 3 of that item, as referred to in paragraph 7(2)(c) or subsection 8(5);
- (d) a permit to manufacture or import HCFCs, as referred to in paragraph 8(3)(b);
- (e) a permit to export a product referred to in subsection 21(1); and
- (f) a permit to manufacture, use, sell, offer for sale, import or export any controlled substance or product that contains or is intended to contain a controlled substance, as referred to in section 31.

33. (1) The Minister shall

(a) issue the permit referred to in paragraph 32(a) unless the application alleges that the controlled substance is recovered, recycled, reclaimed or already used, in which case the permit shall be issued if the applicant submits documentation in support of the allegation and if

- (i) the controlled substance is imported for reclamation in Canada and exportation back to the country of origin within six months after the importation,
- (ii) the controlled substance that is imported was previously exported to the country of origin for reclamation, or
- (iii) the controlled substance that is imported will be used as feedstock or for a use that the Minister considers essential according to the criteria established under paragraphs 1(a) and (b) of Decision IV/25 of the Protocol, as amended from time to time;

(b) issue the permit referred to in paragraph 32(b) unless the application alleges that the controlled substance is recovered, recycled, reclaimed or already used, in which case the permit shall be issued if the applicant submits documentation in support of the allegation;

(c) issue the permit referred to in paragraph 32(c) if the applicant undertakes not to sell or otherwise supply any of the controlled substance to any person who has not completed a declaration in the form approved by the Minister;

(d) issue the permit referred to in paragraph 32(d), allowing a calculated level of consumption of HCFCs for an authorized sector that does not exceed, for a quarter within a year, the greater of 2t and 33% of the person's calculated level of consumption of HCFCs for that sector during the previous year, if the applicant has used all of their initial consumption allowance and any calculated level of consumption allowed under previous permits issued under this paragraph;

(e) issue the permit referred to in paragraph 32(e);

(f) issue the permit referred to in paragraph 32(f) if the applicant provides reasonable evidence that the use of the controlled substance or the product is essential to the protection of human life or human health.

(2) The Minister shall not issue a permit under this section if its issuance contravenes the Protocol or a Decision, as amended from time to time.

(3) The Minister may refuse to issue a permit if the Minister has reasonable grounds to believe that the applicant is not able to manufacture, use, sell, offer for sale, import or export a controlled substance or a product containing or intended to contain a

a) l'importation d'une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée ou pour destruction, tel qu'il est mentionné au paragraphe 5(1);

b) l'exportation d'une substance contrôlée, tel qu'il est mentionné à l'article 6 ou aux alinéas 7(2)d) ou e);

c) la fabrication ou l'importation d'une substance contrôlée figurant à la colonne 2 de l'annexe 3 à l'une des fins visées à la colonne 3, tel qu'il est mentionné à l'alinéa 7(2)c) ou au paragraphe 8(5);

d) la fabrication ou l'importation des HCFC, tel qu'il est mentionné à l'alinéa 8(3)b);

e) l'exportation du produit mentionné au paragraphe 21(1);

f) la fabrication, l'utilisation, la vente, la mise en vente, l'importation ou l'exportation d'une substance contrôlée ou d'un produit qui contient ou est destiné à contenir une substance contrôlée, tel qu'il est mentionné à l'article 31.

33. (1) Le ministre :

a) délivre le permis visé à l'alinéa 32a) à condition, s'il s'agit d'une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée, que le demandeur lui fournisse les documents attestant la nature de la substance et que, selon le cas :

- (i) la substance contrôlée soit importée pour être régénérée au Canada et exportée vers le pays d'origine au plus tard six mois après l'importation,
- (ii) la substance contrôlée qui est importée ait auparavant été exportée vers le pays d'origine pour régénération,
- (iii) la substance contrôlée qui est importée sera utilisée comme matière première ou pour une utilisation que le ministre qualifie d'essentielle en appliquant les critères des paragraphes 1a) et b) de la Décision IV/25 du Protocole, avec leurs modifications successives;

b) délivre le permis visé à l'alinéa 32b) à condition, s'il s'agit d'une substance contrôlée récupérée, recyclée ou déjà utilisée, que le demandeur lui fournisse les documents attestant la nature de la substance;

c) délivre le permis visé à l'alinéa 32c), lorsque le demandeur s'engage à ne fournir par la vente ou autrement une substance contrôlée qu'aux clients qui auront rempli une déclaration en la forme approuvée par le ministre;

d) délivre le permis visé à l'alinéa 32d) autorisant un niveau calculé de consommation de HCFC à l'égard d'un domaine autorisé qui n'excède pas, pour un trimestre, la quantité la plus élevée de deux tonnes ou de 33 % du niveau calculé de consommation de HCFC du demandeur à l'égard de ce domaine, au cours de l'année précédente, à condition que le demandeur ait utilisé toute son allocation de consommation initiale et tout niveau calculé de consommation autorisé par les permis antérieurs délivrés en vertu du présent alinéa;

e) délivre le permis demandé à l'alinéa 32e);

f) délivre le permis demandé à l'alinéa 32f), lorsque le demandeur démontre que l'utilisation de la substance contrôlée ou du produit est essentielle à la protection de la vie ou la santé humaines.

(2) Le ministre ne peut délivrer un permis en vertu du présent article si la délivrance du permis contrevient au Protocole ou à une Décision avec ses modifications successives.

(3) Le ministre peut refuser de délivrer un permis s'il a des motifs raisonnables de croire que le demandeur n'est pas en mesure de fabriquer, d'utiliser, de vendre, de mettre en vente, d'importer ou d'exporter une substance contrôlée ou un produit

controlled substance, as the case may be, in compliance with applicable Canadian law.

(4) The permit issued under this section shall expire at the end of the year in which it is issued.

PART 4

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Applications and Reports

34. (1) Any application for an adjustment, transfer or permit and any report submitted under these Regulations shall

(a) in the case of a corporation, be signed by an officer of the corporation authorized to do so;

(b) in any other case, be signed by the person making the application or submitting the report, or by a person authorized to act on behalf of that person; and

(c) contain the information set out in Schedule 5, as applicable, and, on request by the Minister, any other information that is reasonably necessary for the purposes of these Regulations.

(2) If a person who submits a report or an application referred to in subsection (1) requests that the information contained in it be treated as confidential under subsection 19(1) of the Act, the person shall include the reasons for that request.

35. The Minister may refuse to increase a consumption allowance under section 11 or to allow a transfer under section 12 if the Minister has reasonable grounds to believe that the applicant is not able to manufacture, use, sell, offer for sale, import or export the controlled substance or the product that contains or is intended to contain a controlled substance, as the case may be, in compliance with applicable Canadian law.

36. Any adjustment or transfer allowed under these Regulations shall expire at the end of the year in which it is granted.

Requirement to Provide Exact Information

37. No person shall provide the Minister with any false or misleading information or make a false or misleading declaration in purported compliance with these Regulations.

38. (1) The Minister may refuse to issue or may cancel a permit or authorization issued under these Regulations if any false or misleading information has been submitted in support of the application for the permit or authorization.

(2) The Minister shall not cancel a permit unless the Minister

(a) has provided the person with written reasons for the cancellation; and

(b) has given the person an opportunity to be heard, either by written or oral representations in respect of the cancellation.

TRANSITIONAL PROVISION

39. Any permit or authorization granted under the *Ozone-depleting Substances Regulations* and in effect on the day on which these Regulations come into force is cancelled, effective fifteen days after that day.

qui contient ou est destiné à contenir une substance contrôlée, selon le cas, conformément aux lois canadiennes applicables.

(4) Le permis délivré en vertu du présent article expire à la fin de l'année où il est délivré.

PARTIE 4

DISPOSITIONS DIVERSES

Présentation des demandes et rapports

34. (1) Toute demande de rajustement, de cession ou de permis et tout rapport présenté en vertu du présent règlement doit :

a) être signé, dans le cas d'une personne morale, par un dirigeant de celle-ci autorisé à le faire;

b) être signé, dans tout autre cas, par le demandeur ou la personne qui présente le rapport, selon le cas, ou la personne habilitée à agir en son nom;

(c) renfermer les renseignements pertinents figurant à l'annexe 5 et, à la demande du ministre, tout autre renseignement qui est raisonnablement nécessaire pour l'application du présent règlement.

(2) Quiconque présente une demande ou un rapport visé au paragraphe (1) et demande que les renseignements y figurant soient considérés comme confidentiels en vertu du paragraphe 19(1) de la Loi doit en inclure les motifs dans la demande ou dans le rapport.

35. Le ministre peut refuser d'augmenter l'allocation de consommation en vertu de l'article 11 ou d'autoriser une cession en vertu de l'article 12, s'il a des motifs raisonnables de croire que le demandeur n'est pas en mesure de fabriquer, de vendre, de mettre en vente, d'importer ou d'exporter une substance contrôlée ou un produit qui contient ou est destiné à contenir une substance contrôlée, selon le cas, conformément aux lois canadiennes applicables.

36. Toute autorisation de rajustement d'allocation ou de cession accordée en vertu du présent règlement expire à la fin de l'année où elle a été accordée.

Obligation de fournir des renseignements exacts

37. Il est interdit de communiquer au ministre des renseignements faux ou trompeurs ou faire une déclaration fautive ou trompeuse en vue de se conformer aux obligations imposées par le présent règlement.

38. (1) Le ministre peut refuser de délivrer un permis ou une autorisation en vertu du présent règlement ou peut annuler un tel permis ou autorisation, lorsque des renseignements faux ou trompeurs ont été donnés à l'appui de la demande de permis ou d'autorisation.

(2) Le permis ne peut être annulé que si le ministre :

a) a avisé par écrit la personne des motifs de l'annulation;

b) a donné à la personne la possibilité de formuler, oralement ou par écrit, des observations à l'égard de l'annulation.

DISPOSITION TRANSITOIRE

39. Tout permis ou autorisation délivré en vertu du *Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone* et en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent règlement est annulé le quinzième jour suivant cette date.

REPEALS

40. The *Chlorofluorocarbon Regulations, 1989*¹ are repealed.

41. The *Ozone-depleting Substances Regulations*² are repealed.

42. The *Ozone-depleting Substances Products Regulations*³ are repealed.

COMING INTO FORCE

43. These Regulations come into force on the date on which they are registered.

SCHEDULE 1
(Section 1)PERCENTAGES FOR THE DETERMINATION
OF CONSUMPTION ALLOWANCES

Item	Column 1 Group of Controlled Substances	Column 2 Year	Column 3 Percentage
1.	Group 8 Methyl bromide	(a) 1996 and 1997 (b) 1998 and each year after 1998	100% 75%
2.	Group 9 HCFCs	(a) 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 and 2003 (b) 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 and 2009 (c) 2010, 2011, 2012, 2013 and 2014 (d) 2015, 2016, 2017, 2018 and 2019 (e) 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028 and 2029	100% 65% 35% 10% 0.5%

ABROGATIONS

40. Le *Règlement de 1989 sur les chlorofluoroalcanes*¹ est abrogé.

41. Le *Règlement sur les substances appauvrissant la couche d'ozone*² est abrogé.

42. Le *Règlement sur les produits contenant des substances appauvrissant la couche d'ozone*³ est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

43. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

ANNEXE 1
(article 1)POURCENTAGES POUR LA DÉTERMINATION
DES ALLOCATIONS DE CONSOMMATION

Article	Colonne 1 Groupe de substances contrôlées	Colonne 2 Année	Colonne 3 Pourcentage
1.	Groupe 8 Bromure de méthyle	a) 1996 et 1997 b) 1998 et chaque année après 1998	100 % 75 %
2.	Groupe 9 HCFC	a) 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 et 2003 b) 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009 c) 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 d) 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019 e) 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028 et 2029	100 % 65 % 35 % 10 % 0,5 %

SCHEDULE 2
(Section 1)

DATA FOR THE DETERMINATION OF CALCULATED LEVELS

Item	Column 1 Group of Controlled Substances	Column 2 Controlled Substance	Column 3 Ozone-depleting Potential
1.	1	Tetrachloromethane (carbon tetrachloride)	1.1
2.	2	1,1,1-trichloroethane (methyl chloroform), not including 1,1,2-trichloroethane	0.1
3.	3	Trichlorofluoromethane (CFC-11)	1.0
4.	3	Dichlorodifluoromethane (CFC-12)	1.0
5.	3	Trichlorotrifluoroethane (CFC-113)	0.8
6.	3	Dichlorotetrafluoroethane (CFC-114)	1.0
7.	3	Chloropentafluoroethane (CFC-115)	0.6
8.	4	Chlorofluorocarbons other than those set out in items 3 to 7	1.0
9.	5	Bromochlorodifluoromethane (Halon 1211)	3.0
10.	5	Bromotrifluoromethane (Halon 1301)	10.0
11.	5	Dibromotetrafluoroethane (Halon 2402)	6.0
12.	6	Bromofluorocarbons other than those set out in items 9 to 11	N/A
13.	7	Hydrobromofluorocarbons	Note 1

¹ SOR/90-127² SOR/95-576³ SOR/95-584¹ DORS/90-127² DORS/95-576³ DORS/95-584

Item	Column 1 Group of Controlled Substances	Column 2 Controlled Substance	Column 3 Ozone-depleting Potential
14.	8	Methyl bromide	0.6
15.	9	Hydrochlorofluorocarbons:	
	9	(a) Dichlorofluoromethane (HCFC-21)	0.04
	9	(b) Chlorodifluoromethane (HCFC-22)	0.055
	9	(c) Chlorofluoromethane (HCFC-31)	0.02
	9	(d) Tetrachlorofluoroethane (HCFC-121)	0.04
	9	(e) Trichlorodifluoroethane (HCFC-122)	0.08
	9	(f) 2,2-dichloro-1,1,1-trifluoroethane (HCFC-123)	0.02
	9	(g) 1,2-dichloro-1,1,2-trifluoroethane (HCFC-123a)	0.06
	9	(h) 1,1-dichloro-1,2,2-trifluoroethane (HCFC-123b)	0.06
	9	(i) 2-chloro-1,1,1,2-tetrafluoroethane (HCFC-124)	0.022
	9	(j) 1-chloro-1,1,2,2-tetrafluoroethane (HCFC-124a)	0.04
	9	(k) Trichlorofluoroethane (HCFC-131)	0.05
	9	(l) Dichlorodifluoroethane (HCFC-132)	0.05
	9	(m) Chlorotrifluoroethane (HCFC-133)	0.06
	9	(n) Dichlorofluoroethane (HCFC-141), not including HCFC-141b	0.07
	9	(o) 1,1-dichloro-1-fluoroethane (HCFC-141b)	0.11
	9	(p) Chlorodifluoroethane (HCFC-142), not including HCFC-142b	0.07
	9	(q) 1-chloro-1,1-difluoroethane (HCFC-142b)	0.065
	9	(r) Chlorofluoroethane (HCFC-151)	0.005
	9	(s) Hexachlorofluoropropane (HCFC-221)	0.07
	9	(t) Pentachlorodifluoropropane (HCFC-222)	0.09
	9	(u) Tetrachlorotrifluoropropane (HCFC-223)	0.08
	9	(v) Trichlorotetrafluoropropane (HCFC-224)	0.09
	9	(w) Dichloropentafluoropropane (HCFC-225), not including HCFC-225ca and HCFC-225cb	0.07
	9	(x) 1,1-dichloro-2,2,3,3,3-pentafluoropropane (HCFC-225ca)	0.025
	9	(y) 1,3-dichloro-1,2,2,3,3-pentafluoropropane (HCFC-225cb)	0.033
	9	(z) Chlorohexafluoropropane (HCFC-226)	0.10
	9	(z.1) Pentachlorofluoropropane (HCFC-231)	0.09
	9	(z.2) Tetrachlorodifluoropropane (HCFC-232)	0.10
	9	(z.3) Trichlorotrifluoropropane (HCFC-233)	0.23
	9	(z.4) Dichlorotetrafluoropropane (HCFC-234)	0.28
	9	(z.5) Chloropentafluoropropane (HCFC-235)	0.52
	9	(z.6) Tetrachlorofluoropropane (HCFC-241)	0.09
	9	(z.7) Trichlorodifluoropropane (HCFC-242)	0.13
	9	(z.8) Dichlorotrifluoropropane (HCFC-243)	0.12
	9	(z.9) Chlorotetrafluoropropane (HCFC-244)	0.14
	9	(z.10) Trichlorofluoropropane (HCFC-251)	0.01
	9	(z.11) Dichlorodifluoropropane (HCFC-252)	0.04
	9	(z.12) Chlorotrifluoropropane (HCFC-253)	0.03
	9	(z.13) Dichlorofluoropropane (HCFC-261)	0.02
	9	(z.14) Chlorodifluoropropane (HCFC-262)	0.02
	9	(z.15) Chlorofluoropropane (HCFC-271)	0.03

Note 1: The ozone-depleting potential of each hydrobromofluorocarbon is the value indicated for it in Annex C of the Protocol or, where a range of values is indicated, the highest value in the range.

ANNEXE 2
(*article 1*)

DONNÉES POUR LA DÉTERMINATION DES NIVEAUX CALCULÉS

Article	Colonne 1 Groupe de substances contrôlées	Colonne 2 Substance contrôlée	Colonne 3 Potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone
1.	1	Tétrachlorométhane (tétrachlorure de carbone)	1,1
2.	2	1,1,1-trichloroéthane (méthylchloroforme), à l'exclusion du 1,1,2-trichloroéthane	0,1
3.	3	Trichlorofluorométhane (CFC-11)	1,0
4.	3	Dichlorodifluorométhane (CFC-12)	1,0
5.	3	Trichlorotrifluoroéthane (CFC-113)	0,8
6.	3	Dichlorotétrafluoroéthane (CFC-114)	1,0
7.	3	Chloropentafluoroéthane (CFC-115)	0,6
8.	4	Chlorofluoroalcanes autres que ceux visés aux articles 3 à 7	1,0
9.	5	Bromochlorodifluorométhane (Halon 1211)	3,0
10.	5	Bromotrifluorométhane (Halon 1301)	10,0
11.	5	Dibromotétrafluoroéthane (Halon 2402)	6,0
12.	6	Bromofluorocarbures autres que ceux visés aux articles 9 à 11	S/O
13.	7	Hydrobromofluorocarbures	Note 1

Colonne 1		Colonne 2	Colonne 3
Article	Groupe de substances contrôlées	Substance contrôlée	Potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone
14.	8	Bromure de méthyle	0,6
15.	9	Hydrochlorofluorocarbures :	
	9	a) Dichlorofluorométhane (HCFC-21)	0,04
	9	b) Chlorodifluorométhane (HCFC-22)	0,055
	9	c) Chlorofluorométhane (HCFC-31)	0,02
	9	d) Tétrachlorofluoroéthane (HCFC-121)	0,04
	9	e) Trichlorodifluoroéthane (HCFC-122)	0,08
	9	f) 2,2-dichloro-1,1,1-trifluoroéthane (HCFC-123)	0,02
	9	g) 1,2-dichloro-1,1,2-trifluoroéthane (HCFC-123a)	0,06
	9	h) 1,1-dichloro-1,2,2-trifluoroéthane (HCFC-123b)	0,06
	9	i) 2-chloro-1,1,1,2-tétrafluoroéthane (HCFC-124)	0,022
	9	j) 1-chloro-1,1,2,2-tétrafluoroéthane (HCFC-124a)	0,04
	9	k) Trichlorofluoroéthane (HCFC-131)	0,05
	9	l) Dichlorodifluoroéthane (HCFC-132)	0,05
	9	m) Chlorotrifluoroéthane (HCFC-133)	0,06
	9	n) Dichlorofluoroéthane (HCFC-141), à l'exclusion du HCFC-141b	0,07
	9	o) 1,1-dichloro-1-fluoroéthane (HCFC-141b)	0,11
	9	p) Chlorodifluoroéthane (HCFC-142), à l'exclusion du HCFC-142b	0,07
	9	q) 1-chloro-1,1-difluoroéthane (HCFC-142b)	0,065
	9	r) Chlorofluoroéthane (HCFC-151)	0,005
	9	s) Hexachlorofluoropropane (HCFC-221)	0,07
	9	t) Pentachlorodifluoropropane (HCFC-222)	0,09
	9	u) Tétrachlorotrifluoropropane (HCFC-223)	0,08
	9	v) Trichlorotétrafluoropropane (HCFC-224)	0,09
	9	w) Dichloropentafluoropropane (HCFC-225), à l'exclusion du HCFC-225ca et du HCFC-225cb	0,07
	9	x) 1,1-dichloro-2,2,3,3,3-pentafluoropropane (HCFC-225ca)	0,025
	9	y) 1,3-dichloro-1,2,2,3,3-pentafluoropropane (HCFC-225cb)	0,033
	9	z) Chlorohexafluoropropane (HCFC-226)	0,10
	9	z.1) Pentachlorofluoropropane (HCFC-231)	0,09
	9	z.2) Tétrachlorodifluoropropane (HCFC-232)	0,10
	9	z.3) Trichlorotrifluoropropane (HCFC-233)	0,23
	9	z.4) Dichlorotétrafluoropropane (HCFC-234)	0,28
	9	z.5) Chloropentafluoropropane (HCFC-235)	0,52
	9	z.6) Tétrachlorofluoropropane (HCFC-241)	0,09
	9	z.7) Trichlorodifluoropropane (HCFC-242)	0,13
	9	z.8) Dichlorotrifluoropropane (HCFC-243)	0,12
	9	z.9) Chlorotétrafluoropropane (HCFC-244)	0,14
	9	z.10) Trichlorofluoropropane (HCFC-251)	0,01
	9	z.11) Dichlorodifluoropropane (HCFC-252)	0,04
	9	z.12) Chlorotrifluoropropane (HCFC-253)	0,03
	9	z.13) Dichlorofluoropropane (HCFC-261)	0,02
	9	z.14) Chlorodifluoropropane (HCFC-262)	0,02
	9	z.15) Chlorofluoropropane (HCFC-271)	0,03

Note 1 : Le potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone de chaque hydrobromofluorocarbure est la valeur indiquée à l'annexe C du Protocole ou, si une fourchette de valeurs y est indiquée, la valeur la plus élevée de cette fourchette.

SCHEDULE 3
(Subsections 7(2) and 8(5), section 9,
subsection 17(2) and section 32)

ANNEXE 3
(paragraphe 7(2) et 8(5), article 9,
paragraphe 17(2) et article 32)

PURPOSES FOR WHICH MANUFACTURE AND IMPORT ARE ALLOWED UNDER A PERMIT

LISTE DES FINS AUXQUELLES LA FABRICATION ET L'IMPORTATION SONT AUTORISÉES PAR PERMIS

Column 1			Column 2	Column 3	Colonne 1			Colonne 2	Colonne 3
Item	Group of Controlled Substances	Controlled Substance	Purpose	Article	Groupe de substances contrôlées	Substance contrôlée	Fin		
1.	1	Tetrachloromethane	(a) essential use (b) feedstock (c) analytical standard	1.	1	Tétrachlorométhane	a) utilisation essentielle b) matière première c) étalon analytique		
2.	2	1,1,1-trichloroethane	(a) essential use (b) feedstock (c) analytical standard	2.	2	1,1,1-trichloroéthane	a) utilisation essentielle b) matière première c) étalon analytique		
3.	3, 4	Chlorofluorocarbons	(a) essential use (b) feedstock (c) analytical standard	3.	3, 4	Chlorofluoroalcanes	a) utilisation essentielle b) matière première c) étalon analytique		

Item	Column 1 Group of Controlled Substances	Column 2 Controlled Substance	Column 3 Purpose	Article	Colonne 1 Groupe de substances contrôlées	Colonne 2 Substance contrôlée	Colonne 3 Fin
4.	5, 6	Bromofluorocarbons	(a) essential use (b) analytical standard	4.	5, 6	Bromofluorocarbons	a) utilisation essentielle b) étalon analytique
5.	8	Methyl bromide	(a) quarantine application (b) pre-shipment application (c) feedstock (d) analytical standard	5.	8	Bromure de méthyle	a) traitement en quarantaine b) traitement préalable à l'expédition c) matière première d) étalon analytique
6.	9	Hydrochlorofluorocarbons	(a) feedstock (b) analytical standard	6.	9	Hydrochlorofluorocarbons	a) matière première b) étalon analytique

SCHEDULE 4
(Subsection 7(1))

DATE OF PROHIBITION

Item	Column 1 Group of Controlled Substances	Column 2 Date of Prohibition
1.	Group 1 Tetrachloromethane (carbon tetrachloride)	Jan. 1, 1995
2.	Group 2 1,1,1-trichloroethane (methyl chloroform)	Jan. 1, 1996
3.	Group 3 (1) Trichlorofluoromethane (CFC-11) (2) Dichlorodifluoromethane (CFC-12) (3) Trichlorotrifluoroethane (CFC-113) (4) Dichlorotetrafluoroethane (CFC-114) (5) Chloropentafluoroethane (CFC-115)	Jan. 1, 1996
4.	Group 4 Chlorofluorocarbons other than those set out in item 3	Jan. 1, 1996
5.	Group 5 (1) Bromochlorodifluoromethane (Halon 1211) (2) Bromotrifluoromethane (Halon 1301) (3) Dibromotetrafluoroethane (Halon 2402)	July 1, 1994
6.	Group 6 Bromofluorocarbons other than those set out in item 5	Jan. 1, 1994
7.	Group 7 Hydrobromofluorocarbons	Jan. 1, 1996
8.	Group 9 Hydrochlorofluorocarbons, not including 2,2-dichloro-1,1,1-trifluoroethane (HCFC-123)	Jan. 1, 2020
9.	2,2-dichloro-1,1,1-trifluoroethane (HCFC-123)	Jan. 1, 2030

SCHEDULE 5
(Subsections 16(1) and 34(1))

INFORMATION TO BE PROVIDED

1. Notice to give up consumption allowance:
 - (a) information respecting the applicant, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers,
 - (ii) consumption allowance, and
 - (iii) reasons for confidentiality request.
2. Application for adjustment to consumption allowance:
 - (a) information respecting the applicant, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers,

ANNEXE 4
(paragraphe 7(1))

DATE D'INTERDICTION

Article	Colonne 1 Groupe de substances contrôlées	Colonne 2 Date d'interdiction
1.	Groupe 1 Tétrachlorométhane (tétrachlorure de carbone)	1 ^{er} janvier 1995
2.	Groupe 2 1,1,1-trichloroéthane (méthylchloroforme)	1 ^{er} janvier 1996
3.	Groupe 3 (1) Trichlorofluorométhane (CFC-11) (2) Dichlorodifluorométhane (CFC-12) (3) Trichlorotrifluoroéthane (CFC-113) (4) Dichlorotétrafluoroéthane (CFC-114) (5) Chloropentafluoroéthane (CFC-115)	1 ^{er} janvier 1996
4.	Groupe 4 Chlorofluoroalcanes autres que ceux visés à l'article 3	1 ^{er} janvier 1996
5.	Groupe 5 (1) Bromochlorodifluorométhane (Halon 1211) (2) Bromotrifluorométhane (Halon 1301) (3) Dibromotétrafluoroéthane (Halon 2402)	1 ^{er} juillet 1994
6.	Groupe 6 Bromofluorocarbures autres que ceux visés à l'article 5	1 ^{er} janvier 1994
7.	Groupe 7 Hydrobromofluorocarbures	1 ^{er} janvier 1996
8.	Groupe 9 Hydrochlorofluorocarbures, à l'exclusion du 2,2-dichloro-1,1,1-trifluoroéthane (HCFC-123)	1 ^{er} janvier 2020
9.	2,2-dichloro-1,1,1-trifluoroéthane (HCFC-123)	1 ^{er} janvier 2030

ANNEXE 5
(paragraphe 16(1) et 34(1))

RENSEIGNEMENTS EXIGÉS

1. Avis de renonciation d'une allocation de consommation :
 - a) renseignements concernant le demandeur :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur;
 - (ii) allocation de consommation;
 - (iii) motifs pour demande de confidentialité.
2. Demande de rajustement d'une allocation de consommation :
 - a) renseignements concernant le demandeur :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,

- (ii) consumption allowance, and
- (iii) reasons for confidentiality request; and
- (b) information respecting the controlled substance, namely,
 - (i) quantity exported,
 - (ii) country of destination, and
 - (iii) use in Canada for which the controlled substance is needed.
- 3. Application for transfer of consumption allowance:**
 - (a) information respecting transferor/transferee, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers,
 - (ii) consumption allowance, and
 - (iii) reasons for confidentiality request; and
 - (b) information respecting the controlled substance, namely,
 - (i) quantity to be transferred, and
 - (ii) authorized sector.
- 4. Application for a permit to import or export a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance or a controlled substance for destruction:**
 - (a) information respecting the applicant, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers, and
 - (ii) reasons for confidentiality request;
 - (b) information respecting the controlled substance, namely,
 - (i) quantity to be imported or exported,
 - (ii) name and address of person who recovered, recycled, reclaimed or already used the controlled substance, and
 - (iii) purpose for which the controlled substance is required;
 - (c) information respecting reclamation or destruction facility, namely,
 - (i) name and address of facility, and
 - (ii) technology used;
 - (d) information respecting the origin or destination, namely,
 - (i) name and address of sender or recipient of each shipment,
 - (ii) country where the substance is to be exported or from which it is to be imported, and
 - (iii) evidence that each sender or recipient is exporting or importing in compliance with the laws of the Party of export or import; and
 - (e) information respecting the release of information to the Party of export or import.
- 5. Application for a permit to export a controlled substance other than a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance or a controlled substance for destruction:**
 - (a) information respecting applicant, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers, and
 - (ii) reasons for confidentiality request;
 - (b) information respecting the controlled substance, namely,
 - (i) quantity to be exported,
 - (ii) source of the controlled substance, and
 - (iii) purpose for which the controlled substance is being exported;
 - (c) information respecting the destination, namely,
 - (i) name and address of the recipient of each shipment,
 - (ii) country of destination, and
 - (iii) evidence that each recipient is importing in compliance with the laws of the Party of import; and
 - (d) information respecting the release of information to the Party of import.

- (ii) allocation de consommation,
- (iii) motifs pour demande de confidentialité;
- b) renseignements concernant la substance contrôlée :
 - (i) quantité exportée,
 - (ii) pays de destination,
 - (iii) utilisation au Canada pour laquelle la substance contrôlée est nécessaire.
- 3. Demande de cession d'une allocation de consommation :**
 - a) renseignements concernant le cédant et le cessionnaire :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) allocation de consommation,
 - (iii) motifs pour demande de confidentialité;
 - b) renseignements concernant la substance contrôlée :
 - (i) quantité à céder,
 - (ii) domaine autorisé.
- 4. Demande de permis d'importer ou d'exporter une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée ou une substance contrôlée pour destruction :**
 - a) renseignements concernant le demandeur :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) motifs pour demande de confidentialité;
 - b) renseignements concernant la substance contrôlée :
 - (i) quantité à importer ou à exporter,
 - (ii) nom et adresse de la personne qui a récupéré, recyclé, régénéré ou déjà utilisé la substance contrôlée,
 - (iii) fin pour laquelle la substance contrôlée est requise;
 - c) renseignements concernant l'installation de régénération ou de destruction :
 - (i) nom et adresse de l'installation,
 - (ii) technique utilisée;
 - d) renseignements concernant l'origine ou la destination :
 - (i) nom et adresse de l'expéditeur ou du destinataire de chaque expédition,
 - (ii) pays à destination duquel la substance doit être exportée ou en provenance duquel elle doit être importée,
 - (iii) preuve que chaque expéditeur ou destinataire qui exporte ou importe se conforme aux lois de la Partie d'exportation ou d'importation;
 - e) renseignements concernant la divulgation de renseignements à la Partie d'exportation ou d'importation.
- 5. Demande de permis d'exporter une substance contrôlée autre qu'une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée ou qu'une substance contrôlée pour destruction :**
 - a) renseignements concernant le demandeur :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) motifs pour demande de confidentialité;
 - b) renseignements concernant la substance contrôlée :
 - (i) quantité à exporter,
 - (ii) source de la substance contrôlée,
 - (iii) fin à laquelle la substance contrôlée est exportée;
 - c) renseignements concernant la destination :
 - (i) nom et adresse du destinataire de chaque expédition,
 - (ii) pays de destination,
 - (iii) preuve que chaque destinataire qui importe se conforme aux lois de la Partie d'importation;
 - d) renseignements concernant la divulgation de renseignements à la Partie d'importation.

6. Application for a permit to manufacture or import a controlled substance for a purpose set out in schedule 3:

- (a) information respecting applicant, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers,
 - (ii) reasons for confidentiality request, and
 - (iii) past convictions in respect of controlled substances;
- (b) information respecting the controlled substance, namely,
 - (i) quantity to be manufactured or imported, and
 - (ii) purpose for which the controlled substance is required;
- (c) information respecting the country of origin; and
- (d) information respecting the recipient of the controlled substance, namely,
 - (i) name and address, and
 - (ii) undertaking to complete a declaration.

7. Declaration for use for a purpose set out in Schedule 3:

- (a) the name and address of the vendor and supplier;
- (b) information respecting the recipient, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers, and
 - (ii) past convictions in respect of controlled substances;
- (c) information respecting the controlled substance, namely
 - (i) quantity to be received, and
 - (ii) purpose for which the controlled substance is required; and
- (d) information respecting clients, namely,
 - (i) name and address, and
 - (ii) undertaking to complete a declaration.

8. Application for a permit to manufacture or import HCFCs:

- (a) information respecting applicant, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers,
 - (ii) reasons for confidentiality request, and
 - (iii) past convictions in respect of controlled substances; and
- (b) information respecting the controlled substance, namely,
 - (i) quantity to be manufactured or imported,
 - (ii) authorized sector, and
 - (iii) evidence that initial consumption allowance and quantity allowed under previous permits have been used.

9. Application for a permit to export a product that contains or is intended to contain CFCs, bromofluorocarbons, tetrachloromethane or 1,1,1-trichloroethane

- (a) information respecting applicant, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers, and
 - (ii) reasons for confidentiality request;
- (b) information respecting the product, namely,
 - (i) quantity to be exported,
 - (ii) capacity or quantity of controlled substance contained, and
 - (iii) source of the product;
- (c) information respecting the destination, namely
 - (i) name and address of the recipient of each shipment, as earlier
 - (ii) country of destination, and
 - (iii) evidence that each recipient is importing in compliance with the laws of the Party of import; and
- (d) information respecting the release of information to the Party of import.

10. Application for a permit to manufacture, use, sell, offer for sale, import or export a controlled substance or a product for a

6. Demande de permis de fabriquer ou d'importer une substance contrôlée à une fin visée à l'annexe 3 :

- a) renseignements concernant le demandeur :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) motifs pour demande de confidentialité,
 - (iii) infractions passées à l'égard de substances contrôlées;
- b) renseignements concernant la substance contrôlée :
 - (i) quantité à fabriquer ou à importer,
 - (ii) fin à laquelle la substance contrôlée est requise;
- c) renseignements concernant le pays d'origine;
- d) renseignements concernant le destinataire de la substance contrôlée :
 - (i) nom et adresse,
 - (ii) engagement à remplir une déclaration.

7. Déclaration d'utilisation à une fin visée à l'annexe 3 :

- a) nom et adresse du vendeur et du fournisseur;
- b) renseignements concernant le destinataire :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) infractions passées à l'égard de substances contrôlées;
- c) renseignements concernant la substance contrôlée :
 - (i) quantité à recevoir,
 - (ii) fin à laquelle la substance contrôlée est requise;
- d) renseignements concernant les clients :
 - (i) nom et adresse,
 - (ii) engagement à remplir une déclaration.

8. Demande de permis de fabriquer ou d'importer des HCFC :

- a) renseignements concernant le demandeur :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) motifs pour demande de confidentialité,
 - (iii) infractions passées à l'égard de substances contrôlées;
- b) renseignements concernant la substance contrôlée :
 - (i) quantité à fabriquer ou à importer,
 - (ii) domaine autorisé,
 - (iii) preuve que l'allocation de consommation initiale et la quantité autorisée par les permis antérieurs ont été utilisées.

9. Demande de permis d'exporter un produit qui contient ou est destiné à contenir des CFC, des bromofluorocarbures, du tétrachlorométhane ou du 1,1,1-trichloroéthane :

- a) renseignements concernant le demandeur :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) motifs pour demande de confidentialité;
- b) renseignements concernant le produit :
 - (i) quantité à exporter,
 - (ii) capacité ou quantité de substance contrôlée contenue,
 - (iii) source du produit;
- c) renseignements concernant la destination :
 - (i) nom et adresse du destinataire de chaque expédition,
 - (ii) pays de destination,
 - (iii) preuve que chaque destinataire qui importe se conforme aux lois de la Partie d'importation;
- d) renseignements concernant la divulgation de renseignements à la Partie d'importation.

10. Demande de permis de fabriquer, d'utiliser, de vendre, de mettre en vente, d'importer ou d'exporter une substance contrôlée

use that is essential for the protection of human life or human health:

- (a) information respecting applicant, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers, and
 - (ii) reasons for confidentiality request; and
- (b) information respecting the controlled substance or product, namely,
 - (i) quantity to be manufactured, used, sold, offered for sale, imported or exported, and
 - (ii) use for which the controlled substance or the product is required.

11. Annual report (controlled substances other than recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substances):

- (a) information respecting person submitting the report, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers, and
 - (ii) reasons for confidentiality request;
 - (iii) consumption allowance
 - (iv) calculated level of consumption allowed under permit,
 - (v) increases in consumption allowance, and
 - (vi) transfers of consumption allowance;
- (b) information respecting the controlled substance, namely,
 - (i) quantity manufactured, destroyed, used as feedstock, imported or exported,
 - (ii) inventory,
 - (iii) classification and formulation, and
 - (iv) use of the controlled substance;
- (c) information respecting destruction facility, namely,
 - (i) name and address, and
 - (ii) technology used;
- (d) name and address of the facility where the controlled substance is used as feedstock;
- (e) information respecting imports or exports, namely,
 - (i) country of origin or destination of each shipment, and
 - (ii) date of import or export, transaction number of Customs documents; and
- (f) the name and address of the recipient of the controlled substance.

12. Annual or quarterly report (recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substances)

- (a) information respecting person submitting the report, namely,
 - (i) name, address, and phone and fax numbers, and
 - (ii) reasons for confidentiality request;
- (b) information respecting the controlled substance, namely,
 - (i) quantity imported, reclaimed, destroyed, used as feedstock or exported, and
 - (ii) use of the controlled substance;
- (c) information respecting destruction facility, namely,
 - (i) name and address, and
 - (ii) technology used;
- (d) the name and address of the facility where the controlled substance is used as feedstock; and
- (e) information respecting imports or exports, namely,
 - (i) country of origin or destination of each shipment, and
 - (ii) date of import or export, transaction number of Customs documents.

ou un produit pour une utilisation qui est essentielle à la protection de la vie ou de la santé humaines :

- a) renseignements concernant le demandeur :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) motifs pour demande de confidentialité;
- b) renseignements concernant la substance contrôlée ou le produit :
 - (i) quantité à fabriquer, utiliser, vendre, mettre en vente, importer ou exporter,
 - (ii) utilisation pour laquelle la substance contrôlée ou le produit est requis.

11. Rapport annuel (substances contrôlées autres que des substances contrôlées récupérées, recyclées, régénérées ou déjà utilisées) :

- a) renseignements concernant la personne qui présente le rapport :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) motifs pour demande de confidentialité,
 - (iii) allocation de consommation,
 - (iv) niveau calculé de consommation autorisé par un permis,
 - (v) augmentations de l'allocation de consommation,
 - (vi) cessions de l'allocation de consommation;
- b) renseignements concernant la substance contrôlée :
 - (i) quantité fabriquée, détruite, utilisée comme matière première, importée ou exportée,
 - (ii) inventaire,
 - (iii) classement et formulation,
 - (iv) utilisation de la substance contrôlée;
- c) renseignements concernant l'installation de destruction :
 - (i) nom et adresse,
 - (ii) technique utilisée;
- d) nom et adresse de l'installation où la substance contrôlée est utilisée comme matière première;
- e) renseignements concernant les importations ou exportations :
 - (i) pays d'origine ou de destination pour chaque expédition,
 - (ii) date d'importation ou d'exportation, numéro de transaction des documents des douanes;
- f) nom et adresse du destinataire de la substance contrôlée;

12. Rapport trimestriel ou annuel (substances contrôlées récupérées, recyclées, régénérées ou déjà utilisées) :

- a) renseignements concernant la personne qui présente le rapport :
 - (i) nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur,
 - (ii) motifs pour demande de confidentialité;
- b) renseignements concernant la substance contrôlée :
 - (i) quantité importée, régénérée, détruite, utilisée comme matière première ou exportée;
 - (ii) utilisation de la substance contrôlée;
- c) renseignements concernant l'installation de destruction :
 - (i) nom et adresse,
 - (ii) technique utilisée;
- d) nom et adresse de l'installation où la substance contrôlée est utilisée comme matière première;
- e) renseignements concernant les importations ou exportations :
 - (i) pays d'origine ou de destination pour chaque expédition,
 - (ii) date d'importation ou d'exportation, numéro de transaction des documents des douanes.

SCHEDULE 6
(Section 17)

ANNEXE 6
(article 17)

INFORMATION TO BE MAINTAINED

RENSEIGNEMENTS À CONSERVER

Information respecting manufacture

Renseignements concernant la fabrication

1. Dated records of

- (a) the actual quantity of each controlled substance manufactured at each manufacturing plant and that quantity expressed as a calculated level;
- (b) the actual quantity of each controlled substance used as feedstock, the other chemical substances manufactured, and that quantity expressed as a calculated level;
- (c) the actual quantity of each controlled substance shipped from each manufacturing plant, the name and address of the recipient of each shipment, and that quantity expressed as a calculated level; and
- (d) the actual quantity of each controlled substance recovered for reclamation at each manufacturing plant and that quantity expressed as a calculated level, the name and address of the individual or company from which the controlled substance is recovered, and, if different, the name and address of the site from which the controlled substance is recovered.

1. Renseignements à inscrire dans les registres avec les dates correspondantes :

- a) la quantité réelle de chaque substance contrôlée fabriquée dans chacune des fabriques et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé;
- b) la quantité réelle de chaque substance contrôlée utilisée en tant que matière première, ainsi que les autres substances chimiques fabriquées, et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé;
- c) la quantité réelle de chaque substance contrôlée expédiée de chacune des fabriques, les nom et adresse du destinataire de chaque expédition et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé;
- d) la quantité réelle de chaque substance contrôlée qui est récupérée dans chacune des fabriques aux fins de régénération et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé, ainsi que les nom et adresse du particulier ou de l'entreprise auprès de qui la substance contrôlée est récupérée et, s'ils diffèrent, les nom et adresse de l'emplacement d'où provient la substance contrôlée récupérée.

Information respecting the use, sale and offer for sale

Renseignements concernant l'utilisation, la vente et la mise en vente

2. Dated records of

- (a) the actual quantity of each controlled substance purchased from Canadian suppliers, that quantity expressed as a calculated level, and the names and addresses of the Canadian suppliers;
- (b) the actual quantity of each controlled substance used, that quantity expressed as a calculated level, and the use; and
- (c) the actual quantity of each controlled substance sold or otherwise supplied, that quantity expressed as a calculated level, the names and addresses of the customers and the declarations referred to in clause 7(2)(b)(ii)(B) and paragraph 33(1)(c).

2. Renseignements à inscrire dans les registres avec les dates correspondantes :

- a) la quantité réelle de chaque substance contrôlée achetée de fournisseurs canadiens et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé, ainsi que les nom et adresse des fournisseurs canadiens;
- b) la quantité réelle de chaque substance contrôlée utilisée et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé, ainsi que l'utilisation;
- c) la quantité réelle de chaque substance contrôlée fournie par la vente ou autrement et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé, ainsi que les nom et adresse des clients et les formulaires visés à la division 7(2)(b)(ii)(B) et à l'alinéa 33(1)(c).

Information respecting import

Renseignements concernant l'importation

3. (1) Dated records of

- (a) the actual quantity of each controlled substance imported in each shipment, that quantity expressed as a calculated level, and whether it is a quantity of a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance;
- (b) where the controlled substance is shipped to another destination in Canada, the actual quantity of each controlled substance shipped, the name and address of the recipient of each shipment, and that quantity expressed as a calculated level;
- (c) the port of entry through which the controlled substance was imported;
- (d) the Party from which the controlled substance was imported and the name and address of the sender (individual or company);
- (e) the Harmonized Commodity Description and Coding System classification number for the controlled substance imported; and
- (f) the importer number for the shipment of the controlled substance imported.

3. (1) Renseignements à inscrire dans les registres avec les dates correspondantes :

- a) pour chaque expédition, la quantité réelle de chaque substance contrôlée importée et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé, et s'il s'agit d'une quantité d'une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée;
- b) si la substance contrôlée est expédiée à une autre destination au Canada, la quantité réelle de chaque substance contrôlée expédiée, les nom et adresse du destinataire de chaque expédition et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé;
- c) le point d'entrée de la substance contrôlée importée;
- d) la Partie en provenance de laquelle la substance contrôlée a été importée et les nom et adresse de l'expéditeur (particulier ou entreprise);
- e) le numéro de classification de la substance contrôlée importée, selon le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises;
- f) le numéro de l'importateur de l'expédition de la substance contrôlée importée.

(2) Copies of the bill of lading, the invoice and all documents submitted to the Department of National Revenue for each shipment of a controlled substance.

Information respecting export

4. Dated records of

(a) the actual quantity of each controlled substance exported in each shipment, that quantity expressed as a calculated level and whether it is a quantity of a recovered, recycled, reclaimed or already used controlled substance;

(b) the port of exit through which the controlled substance was exported;

(c) the Party to which the controlled substance was exported and the name and address of the recipient (individual or company); and

(d) the Harmonized Commodity Description and Coding System classification number for the controlled substance exported.

[35-1-o]

(2) Copies du connaissement, de la facture et de tout autre document transmis au ministère du Revenu national, pour chaque expédition d'une substance contrôlée.

Renseignements concernant l'exportation

4. Renseignements à inscrire dans les registres avec les dates correspondantes :

a) pour chaque expédition, la quantité réelle de chaque substance contrôlée exportée et la quantité équivalente exprimée sous forme de niveau calculé, et s'il s'agit d'une quantité d'une substance contrôlée récupérée, recyclée, régénérée ou déjà utilisée;

b) le point de sortie de la substance contrôlée exportée;

c) la Partie à destination de laquelle la substance contrôlée a été exportée et les nom et adresse du destinataire (particulier ou entreprise);

d) le numéro de classification de la substance contrôlée exportée, selon le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

[35-1-o]